

## Certains documents du CAD n'ont jamais été détruits

Il s'agit d'analyses et de fiches sur des «associations» qui ont été remises à la Sécurité publique en 1977

**DENIS LESSARD**  
du bureau de La Presse  
QUÉBEC

Les fiches du fameux Centre d'analyse et de documentation (CAD) qui contenaient des renseignements sur les individus, ont toutes été détruites en 1977, a indiqué hier le ministre de la Justice de l'époque Marc-André Bédard.

Mais les documents d'analyse et les fiches sur les «associations» ont été envoyés à la Sécurité publique, de préciser hier l'ancien ministre péquiste, qui avait démantelé le CAD en 1977.

Toujours prudent et avare de détails, M. Bédard, rejoint hier à son domicile, n'a pas voulu préciser le genre d'informations que contenaient les 30 000 fiches de renseignements personnels qui ont toutes été détruites.

Toutefois, deux sources qui avaient pris connaissance des fiches à l'époque ont indiqué à La Presse qu'il était clair que la documentation accumulée allait au-delà d'une «revue de presse», une description du CAD souvent répétée par le premier ministre Bourassa et son premier fonctionnaire, Julien Chouinard.

«Il y avait beaucoup de 'rebuts', de choses totalement inutiles, les dossiers témoignaient d'une grande naïveté», dira, sous le couvert de l'anonymat, l'une des rares personnes à avoir pu prendre connaissance des longs classeurs entreposés sous les voûtes du ministère de la Justice à l'époque, devenu depuis les Affaires culturelles, situé sur la Grande-Allée.

Une consultation rapide du fichier laissait voir toutefois des renseignements sur une foule de personnes, qui auraient pu être associées à des actions clandestines. Et en dépit des affirmations

faites hier à La Presse par l'ancien responsable du centre, Gilles Néron, de nombreuses fiches rendaient compte des liens des individus — dont plusieurs fonctionnaires — avec le Parti québécois. Mais les dossiers débordaient largement les 'péquistes' et s'intéressaient tout autant au mouvement syndical et aux groupuscules activistes nombreux à l'époque.

Selon un témoin — associé au Parti québécois mais retiré de la vie politique — les 30 000 fiches étaient en fait des feuilles format lettre, contenant d'abord une courte biographie de l'individu, son origine, le lieu de ses études

etc. Puis on pouvait retrouver des annotations de quelques lignes, ajoutées par la suite à la machine à écrire, sur, par exemple sa 'réputation', les présences à des manifestations, ou à des rassemblements politiques du Parti québécois notamment. Les liens conjugaux étaient parfois aussi mentionnés, ainsi que les liens des époux avec des mouvements politiques.

Selon l'un des témoins, on trouvait même des mentions de déclarations faites par certains militants en vue dans des meetings du Parti québécois, une preuve que le CAD avait pu trouver des sources d'informations au

sein même du Parti québécois.

On trouvait aussi des documents manifestement tirés de rapports de police, indique-t-on. Les fichiers semblaient tenir particulièrement compte des 'risques' que représentaient certains individus pour le gouvernement, plusieurs fonctionnaires étaient ainsi ciblés, de même que certains représentants du Québec à l'étranger.

Toutefois, on ne trouvait pas de signe d'espionnage électronique, ni de références explicites à la GRC, d'indiquer nos sources qui soulignent toutefois n'avoir passé qu'une journée dans ces dossiers... il y a 15 ans.

## Québec n'a aucun moyen de vérifier les agissements du SCRS sur son territoire

**ANDRÉ PÉPIN**  
du bureau de La Presse  
QUÉBEC

Le gouvernement du Québec n'a aucun pouvoir légal, pas plus que politique, de vérifier la nature des activités du Service canadien de renseignement et de sécurité (SCRS), non plus de s'assurer que ces services secrets ne commettent plus d'actes criminels sur son territoire.

C'est ce qu'a confirmé à La Presse Mme Lynda Dion, porte-parole du ministre de la Justice Gil Rémillard. Commentant les récentes révélations troublantes concernant les activités passées de la GRC sur le territoire québécois, Mme Dion convient qu'il est impossible de déterminer le type d'activités du SCRS. «Le Solliciteur général du Canada, en vertu de la loi sur les secrets officiels, est le seul responsable des activités de l'organisme fédéral. Il n'a pas de compte à rendre aux provinces».

Les Québécois, comme tous les Canadiens d'ailleurs, doivent faire confiance au Comité de surveillance des activités de renseignement et de sécurité, un organisme formé de cinq membres, chargé de scruter le travail du SCRS. Deux Québécois, Me Michel Robert et Jacques Courtois sont membres de ce comité; le choix de nos représentants est fait par le bureau du premier ministre Mulroney.

«Nous pouvons vous assurer que le SCRS ne commet aucun acte criminel. Si des erreurs sont commises, nous les dénonçons», a déclaré à La Presse Mme Claire Malone, porte-parole du comité de surveillance.

Mme Malone explique par ail-

leurs que les membres du comité rencontrent les dirigeants du SCRS tous les mois pour faire le point. Une fois par année, tous les projets spéciaux du SCRS sont soumis à l'attention du comité de surveillance pour approbation. Mme Malone admet que le comité n'a jamais interdit un projet, mais elle assure que les méthodes de travail du SCRS sont étroitement surveillées.

Le dernier événement troublant et public qui a éclaboussé les activités du SCRS au Québec est l'infiltration dans la CSN d'un de ses collaborateurs, Boivin, qui a reconnu avoir commis des gestes illégaux dans le conflit qui opposait la CSN à l'homme d'affaires Raymond Malenfant, en 1988. «Il est toujours possible que des gestes regrettables soient posés, d'une façon isolée, mais nous surveillons de très près tous les projets», assure Mme Malone.

### Les secrets

La loi canadienne sur les secrets officiels confère au Solliciteur général des pouvoirs très étendus. Dès que le SCRS ou la GRC soupçonnent la moindre action susceptible de nuire à la sécurité du Canada, une arrestation peut se faire, même sans mandat. Un exemple du texte de la loi concernant l'espionnage: «Il n'est pas nécessaire de démontrer que l'accusé était coupable d'un acte particulier indiquant un dessein nuisible à la sécurité ou aux intérêts de l'État, et, bien que la preuve d'un tel acte ne soit pas établie à son encontre, il peut être déclaré coupable s'il apparaît, d'après les circonstances de l'espèce, sa conduite ou la preuve de sa réputation, que son dessein était nuisible à la sécurité ou aux intérêts de l'État».

## L'Allier veut savoir si Québec était dans le coup

**GILLES PAQUIN**  
du bureau de La Presse  
OTTAWA

Le maire de Québec Jean-Paul L'Allier s'est montré étonné hier d'avoir fait l'objet d'une surveillance policière à l'époque où il était ministre dans le cabinet de Robert Bourassa et entend maintenant aller au fond des choses.

Il réagissait ainsi aux informations publiées cette semaine selon lesquelles des micros auraient été placés dans le bureau de son ex-colleague François Cloutier et dans l'appartement de l'ancienne présidente régionale du Parti québécois Louise Beaudoin pendant que lui-même était sous surveillance.

«À partir du moment où le drapeau est soulevé, nous allons tenter d'en savoir plus et de voir s'il y a eu ou non surveillance ou écoute électronique de la part d'un corps policier, avec ou sans la connaissance du gouvernement de l'époque», a dit M. L'Allier.

Selon lui, si le gouvernement (du Québec) était dans le coup cela ouvre toute une autre sorte de problématique à ceux qui étaient épiés. Si le gouvernement n'était pas au courant que certains de ses membres étaient surveillés, cela veut dire que c'est lui-même qui était surveillé, croit M. L'Allier.

Le nom de M. L'Allier a fait surface dans les procès-verbaux des témoignages à huis-clos en-

tendus par la Commission McDonald sur la GRC, documents qui ont récemment été déposés aux Archives nationales du Canada à Ottawa. Ces textes largement censurés ne permettent pas d'établir clairement si l'ancien ministre des Communications du Québec faisait l'objet d'écoute électronique ou d'une autre forme de surveillance.

«En soit, comme individu, cela me laisse assez indifférent parce que je n'ai rien à cacher et que cela ne m'empêche pas de dormir. C'est par contre assez déprimant de voir que des hommes politiques perdent leur temps à faire des choses comme ça dans un pays démocratique», a dit M. L'Allier.

D'après lui, il existait au début des années 70 un certain climat de paranoïa dans le milieu politique canadien. Il cite à titre d'exemple les «élucubrations» des autorités de la Ville de Montréal, devant un comité parlementaire fédéral environ un an avant la crise d'Octobre.

«Ce long témoignage des autorités montréalaises au sujet de la Compagnie des jeunes canadiens décrit un scénario apocalyptique s'apparentant à la révolution urbaine et donc ce qui aurait pu arriver au niveau du PQ, etc. Quand on regarde la façon dont Ottawa s'est comporté à partir de l'enlèvement de Pierre Laporte, c'est comme si on avait décidé que ces élucubrations théoriques étaient commencées», soutient M. L'Allier.



Bob Rae et Robert Bourassa avant leur repas en tête à tête.

## Bob Rae demeure confiant

MARIO FONTAINE

Bob Rae s'est dit confiant hier de voir le contentieux constitutionnel se régler dès cette année, et il croit qu'on retrouvera les grandes lignes de l'accord du lac Meech dans la future entente.

Venu rencontrer Robert Bourassa dans la métropole, le premier ministre de l'Ontario s'est déclaré «encouragé» et «très impressionné» par la volonté de son homologue de trouver une solution au problème. Une solution qui, à ses yeux, doit tenir compte de quatre priorités dont un retour à l'esprit de Meech.

«On n'a pas réussi à ratifier une entente négociée et acceptée par toutes les provinces. Il faut trouver une façon de s'assurer que la substance (the essentials) de Meech soit reconnue d'une autre façon», de déclarer M. Rae en fin de soirée, au sortir d'un dîner de trois heures avec M. Bourassa.

Ce retour à l'esprit de Meech a été évoqué à plusieurs reprises au cours des derniers mois par le ministre des Affaires intergouvernementales Gil Rémillard. Enfanté dans la douleur en 1987, cet accord visant à ramener le Québec dans le giron constitutionnel canadien a rendu l'âme trois ans plus tard, faute d'être ratifié par le Manitoba et Terre-Neuve. Il reconnaissait notamment le caractère distinct du Québec et lui accordait un droit de veto.

Le premier ministre Rae estime aussi que la future constitution doit tenir compte des revendications autochtones, de la nécessité d'une union économique et qu'elle doit être fonctionnelle.

Sa présence aux bureaux montréalais du pre-

mier ministre Bourassa hier avait en quelque sorte valeur de symbole. Le leader ontarien avait en effet adressé de virulents reproches à son vis-à-vis québécois il y a quelques semaines, déplorant son refus de retourner à la table de négociations commune. C'est finalement lui qui est venu voir M. Bourassa, à l'instar de sept autres premiers ministres provinciaux. M. Bourassa s'est par ailleurs entretenu avec les deux derniers (MM. Wells et Romanow) au téléphone.

M. Rae n'a même pas tenté, hier, de ramener Robert Bourassa à la table commune. «Il faut respecter son choix», convient-il, se disant prêt à ce qu'on discute à dix, douze tables s'il le faut pour arriver à une solution cette année. Une solution négociée qu'il préférerait à un référendum pancanadien, une hypothèse qu'il a esquivée hier soir.

«La population veut maintenant de l'action, des décisions, pas seulement des discussions académiques», soutient un Bob Rae prêt à négocier un nouveau partage des pouvoirs et la suppression des dédoublements de services.

Quelques heures plus tôt, Robert Bourassa rencontrait le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, Joe Ghiz, également pour parler de constitution. La veille, c'était le néo-brunswickois Frank McKenna qui passait par son bureau. M. Ghiz s'est abstenu de tout commentaire hier, passant par une sortie de service pour éviter les journalistes.

Quant à Frank McKenna, il a simplement indiqué qu'il préférerait voir M. Bourassa à la table de négociations constitutionnelles, mais qu'il ne l'avait pas pressé d'y revenir. Pour sa part M. Bourassa refuse de rencontrer la presse à l'issue de ces pourparlers.

## Les Canadiens préfèrent Trudeau à Mulroney

MAURICE GIRARD  
de La Presse Canadienne  
OTTAWA

Le premier ministre Brian Mulroney est non seulement le leader fédéral le plus impopulaire au pays mais les trois quarts des Canadiens ne lui font pas confiance pour mener à terme la négociation constitutionnelle.

Au Québec, les électeurs font plus confiance à M. Lucien Bouchard et même à l'ex-premier ministre Pierre Trudeau pour négocier cet épineux dossier, qui fait face à l'échéance référendaire au Québec en octobre ou, peut-être, avant si Ottawa décide de tenir un plébiscite pan-canadien.

Un sondage effectué en mars par la maison Environics précise que l'ex-premier ministre libéral obtient 35 pour cent de la confiance des électeurs de sa province et le chef du Bloc québécois, 52 pour cent. Le premier ministre Mulroney ne recueille que 25 pour cent.

Ces données ont été communiquées au colloque que tient dans la capitale fédérale le Conseil pour l'unité canadienne. Menée auprès de 1 500 répondants au début de mars, l'enquête aurait une marge d'erreur de 2 pour cent, 19 fois sur 20.

Le président de la maison Environics, M. Michael Adams, en conclut que les Canadiens «ne

font pas confiance au premier ministre pour régler le problème constitutionnel». Pour M. Mulroney, la mauvaise nouvelle couvre non seulement le pays tout entier mais aussi sa propre province.

Troublante constatation pour le parti de la majorité quand on sait que depuis une semaine le chef du gouvernement a haussé le ton et tente d'arracher au libéral Jean Chrétien le flambeau de la flamme fédéraliste non seulement au Québec mais dans le pays tout entier.

Comme pour ajouter l'insulte à l'injure, les résultats placent même le ministre des Affaires constitutionnelles, M. Joe Clark, devant le premier ministre dans la confiance de l'électorat cana-

dien sur cette question d'avenir national.

D'autres personnages publics se retrouvent également devant le premier ministre: la leader néo-démocrate Audrey McLaughlin, le premier ministre de l'Ontario Bob Rae, le chef libéral Jean Chrétien, le premier ministre Robert Bourassa et même le leader du Reform Party, M. Preston Manning.

Au plan national, un Canadien sur deux préférerait que l'ex-premier ministre Pierre Trudeau se charge de la négociation (54 pour cent). «Au Québec, 52 pour cent des personnes interrogées affirment faire confiance au chef du Bloc québécois», a indiqué M. Adams.

## Un référendum pour isoler certaines provinces?

NORMAN DELISLE  
de La Presse Canadienne  
QUÉBEC

Le référendum pancanadien que prépare le gouvernement fédéral vise à isoler quelques premiers ministres de provinces anglophones qui tenteraient de s'opposer à une entente constitutionnelle acceptable au Québec, a révélé vendredi le sénateur Gerald Beaudoin.

Alors qu'il s'adressait à une poignée de militants conservateurs réunis à l'hippodrome local, M. Beaudoin a décrit un éventuel référendum fédéral comme «une carte ultime».

«Si certains premiers ministres provinciaux ne suivent pas, le référendum pourra en isoler trois ou quatre qui ne sont pas prêts à dire oui», a dit le sénateur.

«Cela ne changerait pas la formule d'amendement mais si des offres constitutionnelles finales rencontrent la majorité dans chacune des provinces (lors d'un référendum), les premiers ministres des provinces rebelles vont y penser deux fois avant de dire non», a poursuivi M. Beaudoin.

Déjà, en 1990, c'est l'opposition de deux provinces, le Manitoba et Terre-Neuve, qui a empêché l'entrée en vigueur de l'Accord du lac Meech qui avait pourtant recueilli dans un premier temps l'assentiment général des onze premiers ministres.

«Le Canada anglais n'acceptera pas qu'un ou deux premiers ministres tiennent le Canada en otage s'ils sont désavoués par leur propre population dans un référendum», croit M. Beaudoin.

Le sénateur a rappelé une déclaration du premier ministre de Terre-Neuve Clyde Wells qui a déjà dit: «Si une majorité de la population de ma province n'est pas de mon avis, je changerai d'opinion».

M. Beaudoin a rappelé que les premiers ministres doivent faire face régulièrement à leurs électeurs et qu'ils peuvent changer leur point de vue si une majorité de leur population les y incite.

Le sénateur Beaudoin a rappelé que dans le rapport du comité constitutionnel qu'il a présidé avec la députée Dorothy Dobbie, la question du référendum pancanadien a été abordée avec prudence.

BANQUE NATIONALE, Air Canada, METRO, EATON, La Presse, CITE, MERCI, CNAQ73AM, Omni, Ultramar, SALTIMBANCO, CIRQUE DU SOLEIL, BILLETTS EN VENTE DANS LES COMPTOIRS, ADMISSION (514) 522-1245, 1-800-361-4595

# Victoria veut un Sénat élu avec représentation égale de cinq régions

d'après Canadian Press  
VICTORIA

La Colombie-Britannique insistera pour obtenir un Sénat élu, une représentation égale étant donnée à cinq régions, a confirmé hier le gouvernement néo-démocrate de Victoria.

Le ministre des Affaires constitutionnelles, Moe Sihota, a déclaré être d'accord avec un grand nombre de recommandations contenues dans un rapport provincial multipartite et qu'il a l'intention de les utiliser comme base de la position de la Colombie-Britannique aux pourparlers constitutionnels qui s'ouvrent à Halifax la semaine prochaine.

M. Sihota estime d'ailleurs que le gouvernement ferait fausse route s'il ne prêtait pas l'oreille à l'opinion exprimée par la population de la province du Pacifique.

Il estime que les recommandations portant sur la réforme du Sénat renforceront le concept du triple-E proposé prôné avec acharnement par l'Alberta.

La Colombie-Britannique veut que cinq régions soient représentées dans le Sénat élu -- la Colombie-Britannique et le Yukon; les provinces des Prairies et les Territoires du Nord-Ouest, l'Ontario, le Québec et les provinces Maritimes.

M. Sihota considère que les provinces devraient également avoir leur mot à dire dans les ententes conclues avec les autres pays qui ont des répercussions sur elles.

«Nous pensons que si le gou-

vernement fédéral veut conclure un accord comme l'entente de libre-échange avec le Mexique, les provinces doivent pouvoir participer à ces décisions car nous allons en subir les contrecoups économiques - qui, je pense, seront catastrophiques.

Le ministre a appuyé la recommandation du rapport de la Colombie-Britannique qui reconnaît la langue, la culture et le code civil du Québec, ainsi que celle qui réclame de la province qu'elle respecte les droits et les préoccupations des minorités.

Mais le chef libéral Gordon Wilson a déclaré pour sa part que les recommandations, qui font suite à 37 audiences publiques, ne seront pas acceptées par le reste du Canada.

Il a souligné notamment que le rapport ne fait pas état de la question de la société distincte pour le Québec et qu'il n'est pas d'accord avec la recommandation réclamant une modification de la formule d'amendement de la constitution.

Le ministre des Affaires inter-

gouvernementales de l'Alberta, Jim Horsman, a dit de son côté après un entretien avec M. Sihota qu'il était heureux que la position de la Colombie-Britannique sur la réforme du Sénat ne soit pas définitive.

Le gouvernement de l'Alberta veut un Sénat triple-E - élu, efficace et avec représentation égale de chaque province.

Il estime qu'il y a certains domaines constitutionnels où la Colombie-Britannique et l'Alberta sont d'accord, en particulier sur la question de la formule d'amendement.

M. Horsman a exprimé l'espoir que de nouveaux pourparlers avec la Colombie-Britannique pourraient mener à un consensus.

M. Sihota a déclaré que l'attitude du Québec à l'égard des négociations constitutionnelles doit changer et que le Québec doit accepter d'envoyer des représentants aux réunions groupant les membres des autres provinces.

Le ministre a ajouté que les Québécois doivent comprendre que la souveraineté-association n'est pas acceptable pour la Colombie-Britannique et que les Québécois ne peuvent pas faire semblant de faire partie du Canada.

«Il n'y a pas de demi-Canadiens». Ou on est Canadien ou on ne l'est pas.

«On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre. Ou on est au Canada ou on est en dehors.

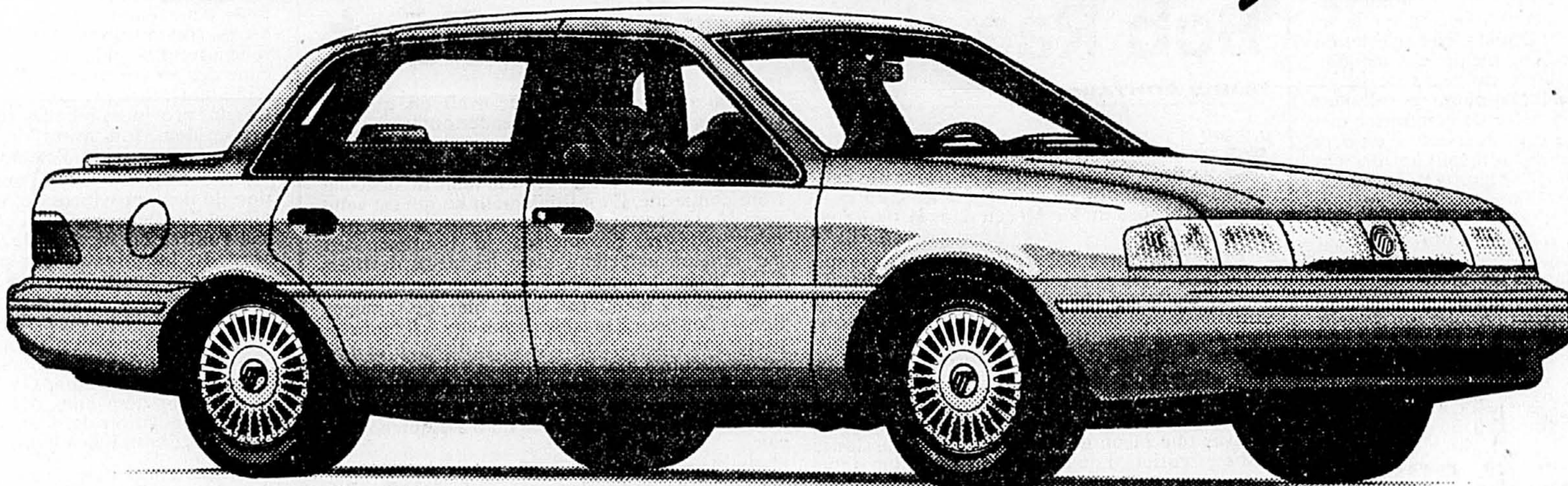
Le ministre a dit également que les négociations constitutionnelles sont entravées actuellement par la frustration et la colère à l'endroit du gouvernement conservateur du premier ministre Mulroney.

# LE TRIPLE CHOIX

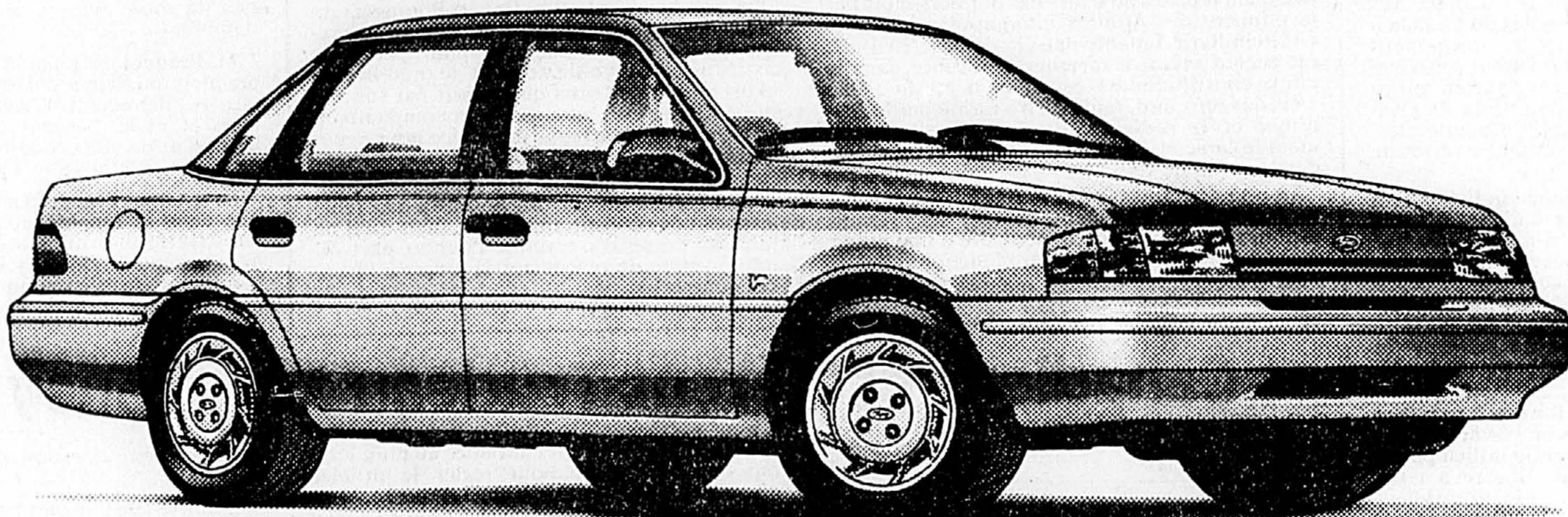
REMISE EN ARGENT DE 750\$\* **OU** FINANCEMENT DU MANUFACTURIER\* **OU** PROTECTION ÉTENDUE SUR 48 MOIS OU 100 000 KM\*

DE VRAIES AUBAINES SUR LES

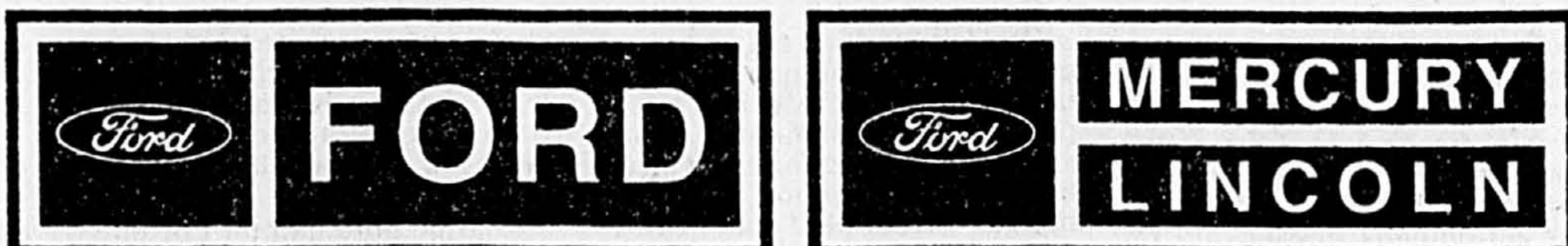
# TEMPO/TOPAZ 92



OFFRES D'UNE DURÉE LIMITÉE. FAITES VOTRE CHOIX ET ÉCONOMISEZ ENCORE PLUS!



LES CONCESSIONNAIRES



DU QUÉBEC

Encore plus pour vous!

\* Les offres de financement, de remise et de protection étendue sont exclusives et ne peuvent être combinées. Financement disponible sur approbation du crédit. Si vous choisissez l'offre de financement au lieu de la remise, le montant de la remise non utilisée de 750,00 \$ devra être ajouté au coût du prêt afin de déterminer le taux d'intérêt réel. Les taux d'intérêt et les coûts des prêts varient en fonction des véhicules achetés et des montants financés. Offres d'une durée limitée sur les modèles 1992 et certains modèles d'années précédentes achetés au détail à partir des inventaires des concessionnaires seulement. Voyez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails.

## Pronovost se retire du caucus conservateur

Presse Canadienne  
SHAWINIGAN

Le député conservateur de Saint-Maurice aux Communes, Denis Pronovost, a décidé de se retirer du caucus du parti tout en conservant son siège à la Chambre des Communes.

Dans un communiqué publié hier par son bureau, le député a annoncé qu'il s'abstiendra pour une certaine période de temps de participer aux discussions confidentielles du caucus.

Il n'a cependant pas l'intention de démissionner de son poste de député.

Six accusations, cinq pour des délits à caractère sexuel avec des mineurs et des adultes et une accusation d'abus de confiance, ont été déposées contre le député Pronovost, jeudi, au palais de justice de Shawinigan.

Il devra comparaître en Cour du Québec le 5 mai.

## Denis Bédard nommé délégué du Québec à Dusseldorf

Presse Canadienne  
QUÉBEC

M. Denis Bédard agira à compter du 1er juillet prochain comme nouveau délégué général du Québec à Dusseldorf, en Allemagne, pour un mandat de trois ans. Il remplace M. François Bouilhac.

M. Bédard, fonctionnaire de carrière, occupe actuellement le poste de secrétaire du Conseil du trésor.

Âgé de 51 ans, M. Bédard a aussi été sous-ministre adjoint aux ministères des Finances et de l'Énergie et des Ressources.

D'autre part, Jocelyn Jacques a été nommé à la fonction de secrétaire général aux Affaires régionales au ministère du Conseil exécutif.

Il entrera en fonction dès le six avril.

Depuis 1988, M. Jacques était président de l'Office des ressources humaines.

Enfin, M. Jean-Marie Rodrigue sera appelé à diriger les destinées de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REX-FOR).

M. Rodrigue était président jusqu'à ce jour de Forexport.

Pour améliorer la condition des personnes atteintes d'un cancer et leurs proches.



Fondation québécoise du cancer

2075, rue de Champlain  
Montréal (Québec)  
H2L 2T1  
Tél.: (514) 527-2194

# Crosbie n'est pas dupe de l'offre de la CÉE

Presse Canadienne  
OTTAWA

Le Canada n'est pas dupe de l'offre de la Communauté européenne de réduire ses prises de morue au large de Terre-Neuve, a déclaré vendredi le ministre canadien des Pêches, M. John Crosbie.

«Ce n'est absolument pas une concession, c'est une tentative de donner le change», a affirmé le ministre, en réaction aux propos de ses homologues européens, qui ont déclaré, au Luxembourg, qu'ils ordonneraient à leurs flottes de se retirer de la zone contestée s'il est scientifiquement prouvé qu'ils ont épuisé les réserves de

morue par la pratique de la surpêche.

Les ministres européens ont également voté en faveur de restrictions à la pêche à la morue par les bateaux européens dans les eaux contestées, une initiative présentée comme un «geste politique», en échange duquel ils demandent au Canada de rouvrir ses ports aux navires de la Communauté.

Selon M. Crosbie, cette ouverture de la part de la CE est dénuée de sens puisque ses membres ont, pendant longtemps, refusé de se conformer au moratoire de l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest sur la pêche à la morue près des Grands Bancs, à l'extérieur de la limite

canadienne de 200 milles marins. L'OPANO réglemente la pêche internationale dans cette région.

M. Crosbie a accusé les ministres européens de tenter de semer la confusion dans ce dossier en réclamant la tenue d'une réunion spéciale pour évaluer l'état des réserves de morue.

Les pêcheurs canadiens n'ont pris que les deux tiers de leurs quotas, l'an dernier, a-t-il rappelé. «Qui a besoin de plus de preuves, scientifiques ou autres...?»

Le Canada reproche aux pays européens, et surtout au Portugal, à l'Espagne et à l'Allemagne, de pêcher une quantité excessive de poisson. Depuis que le gouvernement a commencé à réduire les

quotas de prises de morue du nord, en 1988, sur les conseils des scientifiques, l'industrie de la pêche de la côte atlantique du Canada a été dévastée par la perte de milliers d'emplois.

Aux Communes, les députés de l'opposition ont appelé le gouvernement à prendre en charge la gestion des eaux disputées près des Grands Bancs, afin de sauver les réserves de poisson menacées de disparition.

Le ministre Crosbie a assuré qu'Ottawa poursuivrait ses efforts diplomatiques pour sensibiliser les autres pays au sort de l'industrie terre-neuvienne de la pêche.



Le ministre des Pêches John Crosbie.

## MAISONS D'ENSEIGNEMENT

**Cégep de Saint-Laurent**  
**SERVICE AUX ENTREPRISES**

**LA PRÉVENTION DES MAUX DE DOS**  
Définition de l'ergonomie, sa méthodologie et son utilité en prévention des maux de dos.

PROCHAINE SESSION : 23 - 24 AVRIL • DURÉE : 14 HEURES

Le Service aux entreprises du Cégep de Saint-Laurent associé avec **ERGORECHERCHE ET CONSEILS INC.** développe et dispense des sessions de formation spécialisées dans le domaine de la SST pour les travailleurs(ses).

625, avenue Sainte-Croix, Saint-Laurent (Métro Du Collège)  
Service aux entreprises (514) 747-6521

**Cégep de Saint-Laurent**  
**SERVICE AUX ENTREPRISES**

**ENQUÊTES ET ANALYSES D'ACCIDENTS**  
L'enquête d'accidents est un outil essentiel à la prévention dans les entreprises. Son objectif est de diminuer les accidents grâce à l'identification des agents agresseurs responsables.

PROCHAINE SESSION : 23 - 24 AVRIL • DURÉE : 14 HEURES

Le Service aux entreprises du Cégep de Saint-Laurent associé avec **ERGORECHERCHE ET CONSEILS INC.** développe et dispense des sessions de formation spécialisées dans le domaine de la SST pour les travailleurs(ses).

625, avenue Sainte-Croix, Saint-Laurent (Métro Du Collège)  
Service aux entreprises (514) 747-6521

**Cours d'informatique au YWCA**

Intro, Dos, WordPerfect, Lotus, DBase, Bedford, Windows Word et Excel sous Windows

Inscription: 955-7766

Excel, gestion d'information  
1355, RENÉ-LÉVESQUE OUEST

**PENSIONNAT SAINT-JEAN-BAPTISTE**

Un milieu de vie HARMONIEUX et STIMULANT

Pensionnat à la semaine pour garçons

- Niveau: 2e cycle primaire
- Institution privée (maximum: 120 élèves)
- Situé près du lac Champlain
- Plus de 20 activités sportives

Places disponibles en 4e et 5e années

15, route 133 sud  
Phillipsburg (Québec)  
C.P. 90  
J0J 1N0  
(514) 248-7301

**COLLÈGE SALETTE**

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL ET COLLÉGIAL EN GRAPHISME

► COURS DE 2 ANS

Salette est le seul collège privé à offrir un programme de concentration en graphisme (AEC 900.49).

La formation axée sur l'apprentissage des techniques actuelles, telle que l'infographie, est un atout majeur pour l'intégration rapide des finissants au marché du travail.

En plus du programme régulier, nous offrons des cours d'infographie.

► JOUR - SOIR

Facilité d'aide financière  
Service de stage et de placement

► INSCRIPTION

Étude de dossiers et inscription sur rendez-vous  
Prospectus disponible sur demande

► (514) 388-5725

8883, boul. Saint-Laurent  
Montréal (Québec) H2N 1M2  
Pavé de 855-879796

**INFOGRAPHIE**

Programme d'immersion - Été 1992

**Anglais langue seconde pour garçons et filles de 14 à 17 ans**

Les sessions sont axées sur le développement de la communication orale.

- Deux sessions:  
1. Du 28 juin au 18 juillet  
2. Du 19 juillet au 8 août
- Magnifique campus au coeur de l'Estrie  
• Résidences modernes

CHAMPLAIN REGIONAL COLLEGE  
Programme d'été  
Anglais langue seconde  
Lennoxville (Québec)  
J1M 2A1  
Tél.: (819) 564-3684

**LENNOXVILLE**  
CHAMPLAIN REGIONAL COLLEGE

Journée d'information, SAMEDI 23 MAI (réservations)

**ÉTS**  
le génie pour l'industrie

**MAÎTRISE EN TECHNOLOGIE DES SYSTÈMES**

Afin de former des spécialistes aptes à favoriser le transfert technologique dans l'industrie, l'École de technologie supérieure offre un programme de maîtrise en technologie des systèmes (M.Ing.).

Comportant 45 crédits (dont 15 sont rattachés à un projet d'application industriel), ce programme inclut des cours portant sur les systèmes manufacturiers, électriques, mécaniques et informatiques. Il est offert à temps complet ou à temps partiel.

L'ÉTS offre à ses étudiants de deuxième cycle à temps complet la possibilité d'obtenir un revenu annuel minimal de 12 000 \$. Un revenu supplémentaire peut aussi être obtenu d'autres sources.

Date limite d'admission: 1<sup>er</sup> juin 1992

Bureau du registraire  
École de technologie supérieure  
4750, avenue Henri-Julien  
Montréal (Québec) H2T 2C8  
Téléphone : (514) 289-8888  
Télécopieur: (514) 289-8950

Université du Québec  
**École de technologie supérieure**

**Pensionnat des Ursulines**

Dans les Cantons de l'Est  
site enchanteur à 1 h 30 de Montréal

**RÉSIDENCE POUR JEUNES FILLES EXTERNAT POUR GARÇONS ET FILLES**

Cours secondaire

- nombre restreint d'élèves par groupe
- enrichissement de l'anglais
- enseignement de l'informatique
- milieu de vie personnalisé
- possibilité d'immersion française
- choix varié d'activités
- transport organisé les fins de semaine

SEANCE D'INFORMATION POUR TOUS ET EXAMENS D'ADMISSION POUR 1<sup>re</sup> SECONDAIRE:

Le dimanche: 12 avril 1992 à 13 h 30

**(819) 876-2180**

26, RUE DUFFERIN, STANSTEAD, QUÉBEC JOB 3E0

**SP NOUS AVEZ-VOUS OUBLIÉS?**

Veillez renouveler votre carte de membre aujourd'hui.

SPCA, 5215 Jean-Talon ouest, Montréal (Québec) H4P 1X4

EN COLLABORATION AVEC  
LA BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT

**LE COLLÈGE DE MAISONNEUVE**  
VOUS PROPOSE UN PROGRAMME DE COURS EN

**GESTION DES AFFAIRES**

**COMMENT LANCER UNE PETITE ENTREPRISE**  
24, 25 et 26 avril 1992 • 1<sup>er</sup>, 2 et 3 mai 1992  
INSCRIPTION JUSQU'AU 20 AVRIL.

**TENU DE LIVRES POUR LA P.M.E.**  
6, 9 et 10 mai 1992 • 22, 23 et 24 mai 1992  
INSCRIPTION JUSQU'AU 4 MAI

**SUPERVISION EFFICACE**  
1<sup>er</sup>, 2 et 3 mai 1992 • 15, 16 et 17 mai 1992  
INSCRIPTION JUSQU'AU 27 AVRIL.

**GESTION EFFICACE DE VOTRE ENTREPRISE**  
29, 30 et 31 mai 1992 • 12, 13 et 14 juin 1992  
INSCRIPTION JUSQU'AU 25 MAI.

**La durée :** 30 heures par cours échelonnées sur deux fins de semaine : vendredi soir, samedi et dimanche.

**Le coût :** 75 \$ par cours incluant le matériel de la B.F.D.

**Le mode de paiement :** Comptant, par carte de crédit (VISA ou MASTERCARD), par chèque visé fait à l'ordre du Collège de Maisonneuve.

**Pièces d'identité :** Lors de l'inscription, vous devez présenter une photocopie de votre certificat de naissance ou de votre carte d'assurance-maladie du Québec.

**Inscription :** Se présenter au D-3669 (sans rendez-vous) : du lundi au jeudi, de 13h30 à 16h et 17h30 à 20h.

**POUR INFORMATION : 251-1444**  
3800, rue Sherbrooke Est, Montréal H1X 2A2 (métro Pie-IX)

**CIAMM**

**ENVIRONNEMENT WINDOWS**  
Une formation à la fine pointe

**WordPerfect pour Windows**

- Windows
- Excel pour Windows
- Word Windows

Centre d'informatique appliquée du Montréal métropolitain  
Édifice du Métro Longueuil  
Tél.: (514) 679-0671  
Fax.: (514) 679-6822

**CIAMM**

**UQAM**  
L'université actuelle

**Intervention ergonomique en santé et sécurité du travail**

Diplôme de deuxième cycle

Le programme vise à former des diplômés universitaires (ayant une formation antérieure pertinente) à l'analyse des contraintes pour la santé et la sécurité présentes dans l'activité réelle du travail, de même qu'à l'élaboration et à l'implantation de solutions aux problèmes étudiés.

**Conditions d'admission :**

- Être titulaire d'un baccalauréat ou l'équivalent dans une discipline reliée à l'ergonomie.
- La priorité sera accordée à ceux et celles qui ont une expérience en santé et sécurité du travail.

**Date limite d'admission :** le 15 mai 1992

**Renseignements :** Direction des études de deuxième cycle, sciences biologiques, Université du Québec à Montréal, C.P. 8888, succursale A, Montréal (Québec) H3C 3P8.  
Tél. : (514) 987-3354

Université du Québec à Montréal

**GESTION DE L'ENVIRONNEMENT  
GESTION DES DÉCHETS SOLIDES  
DROIT DE L'ENVIRONNEMENT**

Trois cours semi-intensifs de 2<sup>e</sup> cycle offerts entre avril et juin par l'Université de Sherbrooke à son centre du Complexe Saint-Charles

**MÉTRO LONGUEUIL**

**Conditions d'admission**  
Grade universitaire de premier cycle dans une discipline pertinente ou expérience équivalente

**Reconnaissance**  
Chaque cours vaudra une attestation de 3 crédits de 2<sup>e</sup> cycle universitaire aux personnes qui auront rempli les conditions de réussite.

**Pour vous informer et vous inscrire**  
Longueuil  
Téléphone : (514) 670-4090  
Télécopieur : (514) 670-9016

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE  
UN PAYS DE CONNAISSANCE

**Preston Manning**



Notes biographiques sur Preston Manning, leader du Reform Party

**Naissance:**  
10 juin 1942, à Edmonton

**Père:**  
Ernest Manning, premier ministre créditiste de 1943 à 1968, en Alberta, il fut également évangéliste à la radio.

**Education:**  
Bachelier en art de l'Université de l'Alberta en 1964, il a aussi obtenu un diplôme en économie du Horse Hills High School, près de Fort Saskatchewan, en Alberta.

**Débuts:**  
Il a travaillé pour la firme National Public Affairs Research Foundation, d'Edmonton, à titre de consultant auprès du gouvernement albertain, de 1964 à 1967. Fut employé de TRW Systems, une compagnie aérospatiale de Los Angeles, en 1967-68 et a créé la firme de consultants M and M, avec son père, en 1971.

**Carrière politique:**  
Elu leader du Reform Party en 1987, il s'est présenté en vain contre le ministre des Affaires constitutionnelles Joe Clark dans Yellowhead, en 1988. Il a l'intention de se présenter dans Calgary Southwest, contre le député conservateur Bobbie Sparrow, aux prochaines élections. Il s'était aussi présenté sans succès sous la bannière créditiste lors des élections fédérales de 1965

**Famille:**  
marié et père de trois fils et de deux garçons

Tonia Cowan - (PC)

**En 1988, Preston Manning devait recourir à des coups d'éclat pour se faire connaître**

LARRY JOHNSRUDE  
de la Presse Canadienne  
EDMONTON

«Hé! C'est le premier ministre Manning», s'écrit un jeune père, un bébé dans les bras et son épouse à la traîne. Avec un sourire et un salut de la main, il disparaît bientôt dans les dédales du West Edmonton Mall.

Preston Manning est à autographe des exemplaires de son autobiographie. En entendant l'exclamation du quidam, il lève brièvement la tête, un sourire timide faisant office de réplique.

Avec un temps de recul, il est difficile aujourd'hui de comprendre que M. Manning avait été incapable de retenir l'attention des électeurs, durant la campagne de 1988, sinon en faisant de l'équitation lors d'un spectacle de promotion touristique.

C'est à cheval, en effet, qu'il devait accueillir son rival politique, Joe Clark qui, dans le même stunt publicitaire, devait arriver à Jasper, en Alberta, à bord d'une

vieille locomotive à vapeur. Malheureusement, M. Manning en fut pour ses frais, puisque la locomotive tomba en panne et que M. Clark arriva sur les lieux en automobile.

Près de quatre ans plus tard, M. Manning ne doit plus miser sur les stunts publicitaires pour faire parler de lui. Personne ne demande plus qui est Preston Manning.

En réalité, les électeurs le connaissent si bien que certains croient qu'il sera avant longtemps premier ministre du Canada, peut-être pas après les prochaines élections, mais à l'issue de la suivante.

C'est là un grand pas de franchi, compte tenu que le Reform Party n'a actuellement qu'un seul député, ne présentera aucun candidat au Québec et plafonne à 15 pour cent dans les intentions de vote des Canadiens.

Plutôt que de s'engager dans un affrontement personnel face à M. Clark, lors des prochaines élections, M. Manning tentera plutôt de détrôner le premier ministre Mulroney.

Ce chef de parti — dont le livre «The New Canada» est partiellement autobiographique et en partie la bible du parti — aime clamer à tous vents qu'il veut rien de moins que le poste de premier ministre.

Ses ambitions, en réalité, sont beaucoup plus modestes, soutient-il. En premier lieu, il lui faut gagner un siège aux Communes. Il reconnaît malgré tout que son parti fera campagne comme s'il se donnait pour tâche de former le prochain gouvernement canadien.

«Nous tenterons de remporter le plus grand nombre de sièges possibles», affirme M. Manning.

«Nous sommes une nouvelle formation politique et il y a beaucoup de chemin à franchir entre nous et un seul député et obtenir la majorité au Parlement. Nous ferons toutefois une campagne nationale efficace qui nous permettra d'établir notre crédibilité.»

Ce consultant en administration de 49 ans, fils de l'ex-premier ministre Ernest Manning de l'Alberta, se forge au jour le jour une personnalité politique d'ailleurs toujours plus crédible.

Il a troqué son éternel veston sport en suède pour un conservateur habit trois pièces bleu. Il a même fait l'achat de nouvelles lunettes: il porte aujourd'hui des bésicles à l'armature polygonale fine et a abandonné aux éboueurs ses immenses lunettes qui cachaient presque entièrement ses traits menus.

Sous la tutelle de ce leader élané possédant un sens de l'humour très près du peuple et traitant les électeurs avec un paternalisme sympathique, le Reform Party n'a pas cessé d'agrandir ses horizons.

**De protestataires à politiques**

A une époque pas très lointaine, les membres actuels du Reform Party ne formaient qu'un

organisme regroupant les protestataires de l'Ouest se jugeant abandonnés à leur sort par le reste du pays. Aujourd'hui, les «réformistes» menacent d'avoir un impact profond sur le prochain Parlement. Certains analystes estiment qu'ils pourraient remporter de 4 à 50 sièges, surtout dans l'Ouest du pays, quelques-uns en Ontario et même quelques autres dans les provinces atlantiques.

«Notre succès est phénoménal», clame le président du parti Cliff Fryers. «Nous pensions, il y a encore peu de temps, que nous étions capables de jouer un rôle mineur dans le gouvernement, en détenant notamment la balance du pouvoir. Aujourd'hui, nous pensons plutôt en terme d'opposition officielle au gouvernement.»

M. Manning est le seul leader d'une formation politique importante du Canada à ne pas détenir un siège aux Communes. Il terminera avec un retard de 600 voix sur le ministre Joe Clark, en 1988, dans Yellowhead, un comté rural à l'ouest d'Edmonton. Cette fois-ci, il a l'intention de se présenter dans un comté de Calgary où il vit, contre le député conservateur Bobbie Sparrow.

La prochaine campagne s'annonce pour le moins difficile pour ce chef de parti. Même s'il vécut toute sa vie dans une ambiance politique perpétuelle, n'a jamais connu l'expérience d'une campagne électorale nationale.

M. Manning s'est d'ailleurs donné pour tâche de diriger personnellement les colloques organisés pour les candidats afin de les informer des politiques à adopter lors de la prochaine campagne dans leurs comtés respectifs.

«Nous devons être très efficaces au niveau des comtés, lors de la prochaine campagne, tout en menant un blitz d'information crédible au niveau national», soutient le chef du Reform Party.

**NOUS PAYONS LA TPS & TVQ**

# SOLDE DE MATELAS

**Les plus bas prix garantis**

**NOUS PAYONS LA TPS & TVQ**

**Sealy Ortho-LC**  
TOUTES TAXES INCLUSES

Ens. jumeau	169\$
Ens. double	219\$
Ens. «Queen»	289\$
Matelas Sealy à partir de	999\$

**SIMMONS Evasion ferme**  
TOUTES TAXES INCLUSES

Ens. jumeau	269\$
Ens. double	329\$
Ens. «Queen»	369\$
Matelas Simmons à partir de	169\$

**Sealy Monte Carlo extra-ferme**  
TOUTES TAXES INCLUSES

Ens. jumeau	249\$
Ens. double	329\$
Ens. «Queen»	399\$

**SIMMONS Imperial extra-ferme**  
TOUTES TAXES INCLUSES

Ens. jumeau	369\$
Ens. double	449\$
Ens. «Queen»	499\$
Ens. «King»	699\$
Matelas Simmons à partir de	229\$

**ESSAI DE 30 JOURS**

Nous vous invitons à mettre votre nouveau matelas à l'épreuve. Si au terme de 30 jours vous n'êtes pas entièrement satisfait de votre achat, nous le changerons contre un autre ou vous le rembourserons.

**PLUS DE 3 000 POINTS OFFERTS, CETTE SEMAINE. DANS LA PRESSE.**

Si vous êtes membre du CLUB entrez le code suivant:

**26493690**

Simon composé à Montréal le 251-8688 ou sans frais, le 1-800-563-8688.

**CLUB Multi points**

Il est strictement interdit de reproduire (par tout moyen) les codes de CLUB MULTI-POINTS. Seuls les partenaires autorisés peuvent les reproduire. Les contrevenants seront poursuivis. © 1991 Le Groupe Vidéotron Inc. «Tous droits réservés»

**LA PRESSE VOUS PROPOSE**

**CETTE SEMAINE**

**JEUDI**  
design art de vivre

UN ARTICLE SIGNÉ RAYMOND BERNATCHEZ

PRENDRE LE MÉTRO POUR VISITER L'ASIE: (LA BAIE VIT À L'HEURE DE LA THAÏLANDE)

**La Presse**

## LES DEUX FONT LA PAIRE

**POSTUREPEDIC**  
«Si ce n'est pas un Posturepedic, ce n'est pas le meilleur de la gamme Sealy.»

Ens. jumeau	329\$	Toutes taxes incluses
Ens. double	389\$	Toutes taxes incluses
Ens. «Queen»	469\$	Toutes taxes incluses
Ens. «King»	649\$	Toutes taxes incluses

Matelas Sealy Posturepedic à partir de **199\$**

**LIVRAISON GRATUITE**

Tous les ensembles Sealy Posturepedic et Simmons Beautyrest portent une garantie de 15 à 30 ANS.

**Beautyrest**  
«Si ce n'est pas un Beautyrest, ce n'est pas le meilleur de la gamme Simmons.»

Ens. jumeau	549\$	Toutes taxes incluses
Ens. double	649\$	Toutes taxes incluses
Ens. «Queen»	699\$	Toutes taxes incluses
Ens. «King»	899\$	Toutes taxes incluses

Matelas Beautyrest de Simmons à partir de **349\$**

**BOUTIQUE ET MAGASIN À RAYONS LINEN CHEST**

**ROCKLAND** 311-7810      les promenades de la **CATHÉDRALE** 282-9525

**PAS DE TAXES**

# Ce week-end, je vais écluser un godet sur le zinc!

(Prendre l'apéro au bar...)

... quel début pour une fin de semaine mémorable!

Au Germain-des-Prés, redécouvrez tout le plaisir de vous faire plaisir. Offrez-vous le charme de ce petit hôtel au décor raffiné qui étonne, puis séduit par son cachet unique «Nouvelle Europe».

**Forfait unique pour gens uniques**  
Comprenant:

- une dégustation vin et fromage de bienvenue
- le repas au réputé restaurant Le Bistango tout d'ambiance bistrot • une nuitée à l'hôtel
- le petit déjeuner français servi à la chambre

**85\$** Tarif par personne, occupation double

**HÔTEL GERMAIN DES PRÉS**  
CRÉÉ POUR ÊTRE UNIQUES

1200, AVENUE GERMAIN-DES-PRÉS, SAINTE-FOY (QUÉBEC) RÉSERVATIONS: TÉLÉPHONE: (418) 658-1224 **1-800-463-5253** TÉLÉCOPIEUR: (418) 658-8846

# Le Reform Party est le parti politique qui attire le plus d'adhésions actuellement

Presse Canadienne  
EDMONTON

■ Le Reform Party est la formation politique canadienne qui attire le plus d'adhésions, à l'heure actuelle. Sa cote de popularité est telle que ses dirigeants sont convaincus de très bien figuré aux prochaines élections générales.

Même si cette formation politique, dont le siège social est établi à Calgary, n'a que cinq ans, son effectif a déjà doublé le cap des 100 000 membres, le classant dans la même ligue que les conservateurs, les libéraux et les néo-démocrates. Ses meetings font salle comble et les sondages permettent de croire que l'hostilité grandissante de la population à l'endroit du gouvernement conservateur permettra le transfert d'une quantité considérable de votes vers un parti dont le chef est le mieux coté parmi tous les leaders politiques du pays.

Le Reform Party était à l'origine un organisme regroupant les mécontents de l'Ouest canadien désireux de faire connaître leurs griefs au reste du pays. Son leader, Preston Manning, a toutefois découvert que ces protestataires tenaient le même discours que les autres mécontents du reste du Canada qui se jugeaient tenus à l'écart des décisions politiques.

Aux prochaines élections, le Reform Party présentera des candidats dans toutes les provinces, à l'exception du Québec. Les sondages d'opinion établissent actuellement la popularité de cette formation politique à 15 pour cent du vote engagé, à travers le pays. Cette cote est toutefois beaucoup plus élevée dans l'Ouest.

Or, le Reform Party est à 15 pour cent des intentions de vote depuis de nombreux mois. C'est pourquoi on se demande s'il n'a pas atteint un sommet qu'il lui serait dorénavant impossible de dépasser.

M. Manning n'en croit rien. La politique, de tous les temps, s'est toujours distinguée par des hauts et des bas, soutient-il. À mesure que les électeurs commenceront à prendre au sérieux le Reform Party, ils apprendront à mieux jauger la situation et les qualités du parti.

## Jusqu'à 50 sièges

Même à 15 pour cent, certains analystes prévoient que le Reform Party pourrait remporter jusqu'à 50 sièges aux prochaines élections, en majorité dans l'Ouest. Cela signifierait que la formation, qui n'a actuellement qu'un seul député, pourrait détenir la balance du pouvoir face à un gouvernement minoritaire.

Roger Gibbins, professeur de sciences politiques de l'Université de Calgary, attribue pour une grande part la popularité grandissante de M. Manning à ce qu'il consent à s'attaquer aux problèmes que les autres partis préfèrent tout simplement oublier.

M. Manning, note notamment M. Gibbins, est le seul leader fédéral anglophone qui accepte de considérer la possibilité d'un Canada poursuivant son avenir sans le Québec. On l'a dit hostile lorsqu'il a affirmé que le Québec devrait quitter la Confédération s'il est incapable de vivre sans un statut spécial. Pourtant, cette prise de position lui a valu l'estime de beaucoup d'anglophones, hors du Québec.

Même si on tient compte du débat constitutionnel et de la piètre situation économique du pays — une des plate-formes du parti qui promet de revoir en profondeur la politique de dépenses du gouvernement — le sentier que promet de tracer le Reform Party n'est pas pavé d'or.

Il a été souvent mis sur la défensive par ceux qui l'accusent de racisme et d'intolérance. Il n'a pas encore établi de politique claire en matière d'immigration et la grande majorité de ses adhérents sont de race blanche.

Le parti a été mis dans l'embarras, récemment, lorsqu'on a révélé que quatre de ses recrues, en Ontario, appartenaient également à un mouvement néo-nazi. Les quatre ont été subito presto évincés du parti.

M. Manning a soutenu que ce sont là des maux qui touchent tous les partis en formation: une poignée de racistes dans un parti qui compte 100 000 membres ne représentent qu'une goutte d'eau.

## Problèmes financiers

Par ailleurs, la dissidence de certains membres a provoqué l'expulsion de quatre de ses responsables, au Manitoba, où l'organisation du parti ne semble jamais avoir vraiment démarré. Désintéressés, treize autres membres ont quitté la formation en claquant la porte.

Les «réformateurs» ont aussi connu des difficultés au chapitre des finances. Un communiqué distribué aux membres, les invitait à faire du parti le bénéficiaire

de leur assurance-vie, en a scandalisé plusieurs. Le ministre fédéral du Revenu, Otto Jelinek, a même qualifié le geste d'illégal mais le ministère du Revenu a ultérieurement permis la chose.

Le Save Canada Fund du parti, une sorte de caisse électorale, a également été mis au rancart, lors des fêtes de fin d'année, après que ses responsables eurent avoué qu'ils étaient dans l'incapacité d'atteindre leur objectif, recueillir douze millions de dollars. Aujourd'hui, les responsables de la trésorerie du parti avouent qu'ils seraient très heureux de recueillir la moitié de ce montant.

Ils n'en demeurent pas moins enthousiastes.

«Nous ferons tout ce que nous pouvons pour financer une bonne campagne», affirme Virgil Anderson, coordinateur du parti en vue de la prochaine campagne électorale.

Le Reform Party ne pourra toutefois lancer la vaste campagne télévisée qu'envisageaient certains responsables, ce qui ne décourage aucunement M. Anderson.

Un autre problème: le manque d'expérience politique du parti. Cette formation a été incapable de remporter un seul siège lors des élections générales de 1988. Le seul député, Deborah Grey, a remporté la victoire lors d'une élection complémentaire.

Cela n'empêche pas M. Manning d'enseigner aux siens les arcanes d'une campagne électorale.

## Sur la route

M. Manning, consultant en administration et fils de l'ex-premier ministre Ernest Manning de l'Alberta, parcourt incessamment le pays, passant ses week-ends dans les comtés, y relevant le moral de ses candidats. Il les invite à des rencontres au cours desquelles il les conseille sur l'organisation de petits meetings entre voisins et sur les visites porte à porte, en plus de les inviter à dépenser judicieusement chaque dollar mis à leur disposition.

Le Reform Party se distingue également par une approche plutôt singulière de la chose électorale.

Certaines conditions posées aux candidats ont d'ailleurs intrigué ses membres qui se demandent si le parti est vraiment celui des petites gens. Ainsi, avant d'être mis en nomination, les futurs candidats du parti doivent répondre à un long questionnaire portant non seulement sur leur affiliation politique, mais également sur leurs finances personnelles et leur vie familiale.

«Nous ne voulons pas de candidats qui se présentent en pensant simplement qu'il s'agit d'une bonne idée», explique M. Anderson. Nous voulons des candidats qui croient aux idéaux du Reform Party et qui savent dans quoi ils s'embarquent.»

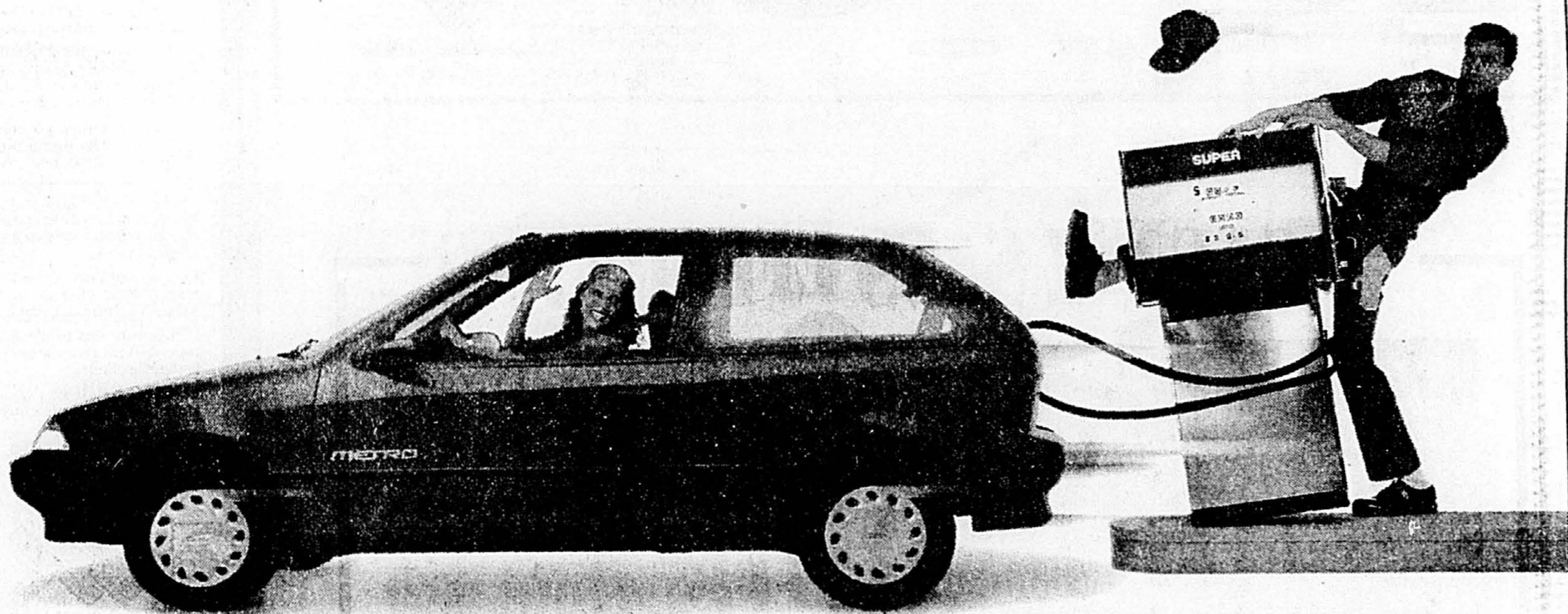
Un plan électoral de 25 semaines a été mis en place dans l'éventualité où des élections générales seraient organisées à l'automne. Les assemblées de mise en nomination se multiplient et tous les candidats seront connus avant l'automne. Le plan de bataille est aussi bien mis en place au siège social de Calgary qu'autour des tables de cuisine.



Preston Manning tente de rallier tous les protestataires et les mécontents de la politique fédérale.

PHOTO CP

# À FAIRE POMPER LES POMPISTES



À PARTIR DE **8240\$\*** MOINS **500\$\*\*** DE REMISE

Avec ses 4,5 litres aux 100 kilomètres (63 milles au gallon) sur autoroute et ses 5,6 litres aux 100 kilomètres (50 milles au gallon) en ville\*\*\*, la petite Metro de GEO a vraiment tout ce qu'il faut pour faire enrager les pompistes.

La petite Metro de GEO, c'est la liberté sur quatre roues... à un prix qui fait des jaloux.

## ÉQUIPEMENT DE SÉRIE

- Moteur 3 cylindres de 1 litre, à injection électronique de carburant
- Boîte manuelle 5 vitesses
- Deux rétroviseurs extérieurs, gauche télé réglable
- Moulures latérales de carrosserie noires
- Glaces teintées
- Glaces de custode pivotantes
- Essuie-glace à balayage intermittent
- Pneus radiaux P145/80R-12 ceinturés d'acier, flancs noirs, toutes saisons
- Enjoliveurs de 12 po couvrant entièrement les roues
- Avertisseurs d'oubli de clé de contact et d'extinction des phares
- Sièges-baquets avant à dossier haut inclinable
- Dossier de siège arrière entièrement pliant
- Tapis intégral de plancher et d'espace à bagages
- Compteur journalier
- Indicateurs de vitesse, de carburant et de température
- Désembreur électrique de lunette arrière
- Protège-tissu Scotchgard™
- Freins assistés à disque avant/tambour arrière
- Suspension avant et arrière à roues indépendantes

**GARANTIE GM TOTAL<sup>MC</sup> DE 3 ANS/60 000 KILOMÈTRES, SANS FRANCHISE**

\*Prix de détail suggéré par le fabricant pour le modèle de base. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Taxes et transport en sus. \*\*Remise de 500 \$ offerte par General Motors du Canada, applicable sur les nouveaux modèles Metro 1992. Cette offre ne dure qu'un temps limité. Consultez votre concessionnaire GM participant pour plus de détails. \*\*\*Consommation calculée selon des méthodes approuvées par Transport Canada, avec un moteur 1,0 litre et une boîte manuelle à 5 vitesses.

# METRO GEO

JE VEUX MA LIBERTÉ!

CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE

CHEVROLET · GEO · Oldsmobile

# CHEZ SOI 92

PUBLIREPORTAGE

Dans ce troisième et dernier volet de la série «Chez Soi», on vous propose trois magnifiques aménagements paysagers. De plus, la planification d'un terrain par ordinateur, le choix d'une piscine, et des nouveaux produits pour agrémenter votre été.

## Aménagement extérieur

Un cahier spécial à ne pas manquer mercredi dans **La Presse**

# La ministre Frulla-Hébert dévoilera sa politique culturelle au début de l'été

**ANDRÉ BELLEMARE**  
de la Presse Canadienne  
QUÉBEC

La politique culturelle sur les arts et la culture que la ministre Liza Frulla-Hébert dévoilera au début de l'été aura le mérite d'établir à tous les échelons de la pyramide un climat favorable à la création et à la diffusion des oeuvres des artistes québécois.

C'est l'indication qu'a donnée la ministre elle-même hier matin à l'Assemblée nationale au cours d'un débat de deux heures avec le député péquiste André Boulerice sur l'industrie de la culture et des arts de la scène.

Mme Frulla-Hébert a rappelé que cette politique sera le fruit des audiences tenues ces derniers mois en commission parlementaire où 181 témoignages ont été entendus parmi les 264 mémoires reçus.

Elle s'est réjouie que le gouvernement « ait été l'instigateur d'une véritable mobilisation générale ».

« Je verrais très mal que tous les

membres de cette assemblée ne s'associent pas à la réalisation de ce grand projet de société qui concerne autant les créateurs et les créatrices des industries culturelles que la population et le gouvernement », a ajouté la ministre.

De son côté, M. Boulerice a sévèrement critiqué le gouvernement qui, d'après lui, ne fournit pas tous les efforts pour aider le monde du spectacle, surtout en refusant d'alléger le fardeau de taxation de l'industrie du spectacle.

Le député péquiste a expliqué que si le gouvernement consent à éliminer la taxe municipale d'amusement de 10 pour cent sur les spectacles, ce ne sera que pour la remplacer par la TVQ de 8 pour cent le 1er juillet prochain.

Citant la Coalition du monde des arts, M. Boulerice a affirmé que la taxe actuelle de 17 pour cent serait tout simplement rem-

placée par une nouvelle de 13,3 pour cent.

## Vers le 1 pour cent

« Ce n'est certes pas avec cette infime baisse de 1,5 pour cent que l'on relancera le secteur des arts de la scène qui vit présentement la pire crise de son histoire avec des baisses de 30 à 50 pour cent de la fréquentation des salles », a dit M. Boulerice.

Ce dernier et la ministre se sont livrés à une véritable guerre des chiffres comptables pour tenter de démontrer, l'un, que l'augmentation des crédits du ministère « ne sont que de la poudre aux yeux », l'autre, que le gouvernement a fourni un gros effort pour soutenir l'industrie des arts et de la scène.

Mme Frulla-Hébert a précisé que le ministère des Affaires culturelles dispose en 1992-93 de crédits budgétaires de 324,5 millions, représentant une augmentation de 12 pour cent ou de 35 millions sur l'année précédente et de 90 pour cent par rapport à 1985, année de l'arrivée du Parti libéral au pouvoir.

Quant au fameux un pour cent

du budget total, la ministre a expliqué que, en cette année fiscale, le budget de 324 millions du ministère des Affaires culturelles représente 0,79 pour cent de cet objectif. On ne l'a pas encore atteint mais il s'agit quand même d'une amélioration par rapport à 1986-87 où il n'était que de 0,6 pour cent, a dit encore Mme Frulla-Hébert.

M. Boulerice a rétorqué qu'à ce rythme, il faudra encore 10 ans avant que l'objectif d'un pour cent soit finalement atteint.

En somme, Mme Frulla-Hébert reconnaît que le marché du spectacle traverse une période difficile à cause, notamment, de la récession. « Mais tout n'est pas noir, a-t-elle ajouté, et j'aimerais bien, dans cette Chambre, que l'on cesse d'agiter des épouvantails et de nous mettre des bâtons dans les roues alors que nous voulons travailler. Nous avons besoin de toutes nos énergies pour travailler d'arrache-pied, tous ensemble, à la rédaction de la future politique culturelle », a dit encore la ministre en réitérant sa conviction « dans notre capacité de réussir culturellement ».



Liza Frulla-Hébert

**LAIT**  
ET LES PRODUITS LAITIERS

présentent

# LE TOUR DE L'ÎLE

Grâce à votre empressement à vous inscrire, Le Tour de l'Île 1992 sera haut en couleur!

## 45 000 FOIS MERCI

**COMPLÈT**

en collaboration avec

Info-Tour  
DE  
L'interurbain Bell  
(514) 847-TOUR  
LE TOUR DE L'ÎLE ACCEPTE LES FRAIS D'APPELS

Commanditaire officiel

CKAC73AM SRC La Presse

**AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS**

**loto-québec**

**DEMANDE DE PROPOSITIONS NO 92-501 SERVICE DE CONSULTANTS EN INFORMATIQUE POUR UNE PÉRIODE DE DOUZE (12) MOIS**

**Clôture le: 22 avril 1992, 11 h, heure locale**

Loto-Québec désire retenir les services d'une ou de plusieurs firmes en informatique pour agir à titre de fournisseur(s) principal(aux) pour la fourniture de services professionnels portant sur les différents systèmes informatiques de Loto-Québec, soit:

Environnement 1: IBM/MVS XA  
Environnement 2: Tandem/Guardian  
Environnement 3: Plate-forme Unix et Micro-ordinateur: PC IBM et Compatible (386, 486) et Macintosh

Les principales fonctions à combler pour chacun des environnements seront les suivantes:

1. Chargé de projet
2. Architecte de système
3. Analyste en logiciels
4. Analyste-programmeur en développement
5. Analyste en exploitation
6. Technicien en informatique
7. Analyste en bases de données

À la suite de l'adjudication, les demandes pour les services professionnels se feront sous forme de mandat ad-hoc selon les besoins de Loto-Québec.

Toutes les conditions de cette demande de propositions sont contenues dans le document qui est disponible pour examen et qui peut être obtenu contre un paiement non remboursable de 50\$, présenté sous forme de chèque certifié ou mandat-poste à l'ordre de Loto-Québec, du lundi au vendredi, entre 9 h et 16 h, à:

Loto-Québec  
Service de l'approvisionnement, 19e étage  
500, rue Sherbrooke Ouest  
Montréal (Québec)  
H3A 3G6

Aucune proposition reçue après les délais ne sera acceptée.

Seules sont admises à présenter une proposition, les sociétés ou compagnies ayant obtenu le document de demande de propositions directement de Loto-Québec, ayant une place d'affaires au Québec et rencontrant les critères de base suivants:

- avoir un minimum de vingt (20) consultants en informatique à l'emploi de la société ou compagnie au Québec;
- être en affaires depuis au moins 3 années complètes en consultation informatique à la date de remise des propositions.

La proposition peut porter sur un, plusieurs ou l'ensemble des environnements. Toutefois, Loto-Québec favorisera les propositions portant sur l'ensemble des environnements décrits ci-haut.

Loto-Québec tiendra une séance d'information le 10 avril 1992 à 14 h 00. Veuillez confirmer votre présence auprès de Daniel Richard au numéro 499-5087.

Les propositions devront être accompagnées d'un chèque certifié, d'une traite bancaire ou d'un cautionnement de proposition au montant de 5 000\$ en faveur de Loto-Québec.

Loto-Québec ne s'engage pas à accepter la plus basse ou toute autre proposition reçue. Toute information peut être obtenue après de Daniel Richard au numéro 499-5087.

Solange Faillie  
Chef de service  
Approvisionnement  
Émis le 4 avril 1992

**AVIS PUBLIC DE RECHERCHE POUR ESPACES À BUREAUX**

La direction du CLSC Kateri recherche des espaces à bureaux pour y loger son programme de santé et sécurité du travail. Le local doit être conforme au règlement de zonage et permettre une telle occupation.

Le périmètre des recherches est délimité:

- au nord-ouest par la rivière à la Tortue et le fleuve Saint-Laurent;
- au sud-ouest par la route 132 (côté nord);
- au sud-est par la voie ferrée et le boulevard de l'Industrie;
- au nord-est par l'avenue Ibéria.

La superficie utilisable est estimée à 280 mètres carrés.

Le local doit être disponible le 1er juillet 1992. Le bail sera d'une durée minimale de cinq ans avec option de renouvellement de cinq ans. Quinze places de stationnement doivent être disponibles et réservées exclusivement aux fins du locataire.

On peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation d'une proposition en se présentant au CLSC Kateri, 90, boulevard Marie-Victorin, deuxième étage, entre 9 h et 15 h, du lundi au vendredi (secrétariat, module soins de première ligne).

Les documents de proposition sont fournis aux proposants intéressés, moyennant un dépôt en argent de vingt-cinq dollars (25\$) non remboursable.

Les propositions doivent être reçues dans l'enveloppe préadressée fournie à cet effet avant 15 h, le 28 avril 1992, au 90, boulevard Marie-Victorin, deuxième étage.

L'ouverture des propositions suit l'heure de clôture. Les propositions doivent être valides pour une période de 90 jours à compter de la date de clôture.

Le CLSC Kateri ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune autre proposition présentée.

André J. Côté  
Directeur général

**CLSC KATERI**  
90, boul. Marie-Victorin  
Candiac  
(514) 659-7661

# GAGNEZ SANS EFFORT!

**20 voyages pour 2 à Varadero, 35 lecteurs au laser et de nombreuses sorties!**

Complétez le coupon ci-dessous en y inscrivant 3, 6, ou 9 pièces entendues sur les ondes de **CITÉ ROCK-DÉTENTE 107,3 FM** entre 9h00 et 17h00.

**C'est tout? Pas d'attente près du téléphone. Trois piges par jour du lundi au vendredi du 16 mars au 24 avril '92. Vous gagnez instantanément:**

3 chansons: Des sorties au cinéma, au musée, des compacts de vos artistes préférés...  
6 chansons: Des lecteurs au laser...  
9 chansons: Des escapades pour deux sous le soleil de Varadero.

**COUPON DE PARTICIPATION**

I. Êtes-vous du type: «je suis très occupé(e) mais j'ai pu retenir 3 pièces»

Pièce ou artiste \_\_\_\_\_ Jour et heure \_\_\_\_\_

1. \_\_\_\_\_  
2. \_\_\_\_\_  
3. \_\_\_\_\_

II. Ou plutôt: «trop facile, j'en ai retenu 6, aurais-je un plus gros prix?»

4. \_\_\_\_\_  
5. \_\_\_\_\_  
6. \_\_\_\_\_

III. À moins que vous soyez «sans blague...pour 3 autres pièces je peux gagner un voyage au soleil de VARADERO».

7. \_\_\_\_\_  
8. \_\_\_\_\_  
9. \_\_\_\_\_

Faites parvenir à: **CITÉ 107,3 FM ROCK-DÉTENTE**

C.P. 107, Succursale B, Montréal H3B 3J5

**CÉCM**  
La Commission des écoles catholiques de Montréal

**APPEL D'OFFRES**

NO AV-102 TITRE VENTE DE MATÉRIEL EXCÉDENTAIRE

La soumission pour l'appel d'offres ci-dessus devra être présentée sur les formules fournies par la Commission et déposée au plus tard à 10 heures, le 13 avril 1992. Les soumissionnaires pourront se procurer le document requis au Bureau des approvisionnements, 3e étage, 3700, rue Rachel est, Montréal.

La C.E.C.M. ne s'engage à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions reçues.

L'inspection du matériel aura lieu au 290, Deslauriers, Ville St-Laurent, les 6, 7 et 8 avril 1992 entre 9 h et 12 h et entre 13 h et 15 h.

**CÉCM**  
La Commission des écoles catholiques de Montréal

**APPEL D'OFFRES**

NO 4P-262 TITRE PÂTISSERIE ET BOULANGERIE

La soumission pour l'appel d'offres ci-dessus devra être présentée sur les formules fournies par la Commission et déposée au plus tard à 10 heures, le 5 mai 1992. Les soumissionnaires pourront se procurer le document requis au Bureau des approvisionnements, 3e étage, 3700 est, rue Rachel, Montréal.

La C.E.C.M. ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues.

**NEILSON**  
EXCAVATION

**INVITATION À TOUS LES SOUS-TRAITANTS SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES**

**APPEL D'OFFRES N° 11A-160-1-01**

Construction d'un centre résidentiel communautaire permanent à LA 1  
Prix requis pour le 13 avril 1992

Faire parvenir vos prix à: **Marc-André LACASSE, gérant de projet**

**NEILSON EXCAVATION INC.**  
Entrepreneur général  
Téléphone: (418) 831-2141  
578, chemin Olivier  
Bernières (Québec) G7A 1A6  
Télécopieur: (418) 831-7942  
**NEILSON EXCAVATION INC.**

**AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE**

Dans l'affaire de la faillite de:

**1505 7110 QUÉBEC INC. ET MEUBLES JACQUES BIGRAS (1988) INC.**, sociétés légalement constituées ayant leur siège social au 598, boul. Arthur Sauvé et une place d'affaires au 209, rue Roy à St-Eustache (Québec).

AVIS est donné que les sociétés ci-dessus mentionnées ont fait cession de leurs biens le 30 mars 1992 et la première assemblée des créanciers sera tenue au bureau du Secrétaire Officiel au 200, ouest René-Lévesque, Tour ouest, Basilaire 00, Ch. 07 à Montréal le 14 avril 1992, aux heures indiquées ci-dessous:

1505 7110 QUÉBEC INC. 15h00  
MEUBLES JACQUES BIGRAS (1988) INC. 15h30  
Montréal, ce 1er avril 1992.  
**JEAN FORTIN ET ASSOCIÉS SYNDICS INC.**  
50, Place Crémazie ouest, Suite 1105  
Montréal (Québec) H2P 2W9  
(514) 382-3260

**Suite des Avis légaux, Appels d'offres et Soumissions en pages D 16, C 8 et H 16**

# Woolco

## LUNDI ET MARDI

# 11 JOURS

Prix en vigueur pour 2 jours seulement. Venez tôt pour un meilleur choix! Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Aucune garantie-réclame.

### VÊTEMENTS

- CULOTTES POUR DAMES**  
Modèles: slip et ordinaire. 100% coton. P.M.G.  
Prix cour.: 2.13 ou 1.22 chac.
- CAMISOLE POUR GARÇONS**  
50% poly / 50% coton. Tailles: 3-24 mois.  
Prix cour.: 2.34
- CULOTTES POUR DAMES PLUS**  
100% coton. Tailles: T.G.  
Prix cour.: 3.52 chac.
- SOUTIENS-GORGE OU CULOTTES POUR DAMES**  
Prix cour.: 3.29 chac.
- HAUTS MOLLETONNÉS POUR FILLETES**  
50% poly / 50% coton. Tailles: 4-6x.  
Prix cour.: 5.34 chac.
- SOUS-VÊTEMENTS POUR FILLES**  
50% poly / 50% coton. Tailles: 7-14. Paquet de 3.  
Prix cour.: 7.99 le paq.
- PYJAMAS EN TISSU ÉPONGE POUR BÉBÉ**  
2 pièces. 80% coton / 20% poly. Tailles: 2-3x.  
Prix cour.: 10.99 chac.
- PYJAMAS EN TISSU ÉPONGE**  
50% poly / 50% coton. Tailles: P.M.G.  
Prix cour.: 10.99 chac.
- BLOUSES POUR DAMES PLUS**  
65% poly / 35% coton. Tailles: T.G., T.T.G., T.T.T.G.  
Prix cour.: 11.76 chac.
- BLOUSES À MANCHES COURTES POUR DAMES**  
Poly / coton. Tailles: M.G.  
Prix cour.: 10.59 chac.
- PULLS À TORSADES POUR DAMES**  
100% coton. Tailles: P.M.G. Couleurs variées.  
Prix cour.: 13.90 chac.
- MAILLOTS POLO POUR DAMES**  
65% poly / 35% coton. Tailles: P.M.G. Couleurs variées.  
Prix cour.: 10.59 chac.
- COORDONNÉS POUR LA COURSE POUR DAMES**  
Poly / coton et spandex.  
Prix cour.: 13.90 chac.
- LEGGINGS POUR DAMES**  
Poly / coton et 5% spandex. Lycra. Tailles: P.M.G.  
Couleurs variées. Prix cour.: 16.04 chac.

### BAS ET ACCESSOIRES

- BAS-CULOTTES POUR DAMES**  
100% nylon. Prix cour.: 2.44
- ECHARPES POUR LE PRINTÉMS**  
100% polyester. Motifs pois ou géométriques. Prix cour.: 7.00 chac.
- Mi-bas pour dames**  
100% nylon. Paquet de 6. Prix cour.: 2.22 chac.

### CHAUSSURES

- CHAUSSURES EN TOILE POUR DAMES**  
Pointures: 5-9. Couleurs variées. Prix cour.: 4.80 la paire.
- SANDALES POUR HOMMES**  
Pointures: 7-11. Couleurs variées. Prix cour.: 5.34 la paire.

### HOMMES ET GARÇONS

- SOUS-VÊTEMENTS SOUS-BOÎTE**  
Prix cour.: 2.29 chac.
- SOUS-VÊTEMENTS «THUNDERBIRD»**  
Pour hommes. P.M.G. Couleurs variées. Prix cour.: 2.29 chac.

### HOMMES ET GARÇONS

- SOUS-VÊTEMENTS «H.R. PHILIPPE COLLECTION»**  
Pour hommes. Modèle: slip. Tailles: P.M.G.  
Prix cour.: 5.69 chac.
- SOUS-VÊTEMENTS «WATSON» POUR GARÇONS**  
Prix cour.: 4.99 chac.
- CALEÇONS BOXEUR «SPALDING FASHION»**  
Pour hommes. Tailles: P.M.G. Prix cour.: 10.99 chac.
- CALEÇONS BOXEUR POUR HOMMES**  
Couleurs unies ou à rayures. Prix cour.: 4.29 ou 2.72 chac.
- MAILLOTS «T» POUR HOMMES**  
À encolure ras du cou. Blanc seulement. Paquet de 2. Prix cour.: 9.99 le paq.

### COIN DU FUMEUR

- TABLETTES DE CHOCOLAT Saveurs variées.** Prix cour.: 0.80 ou 0.48 chac.
- MARQUEURS DE «BINGO»** Prix cour.: 0.99 ou 0.72 chac.
- COQUETTERS EN CÉRAMIQUE** Prix cour.: 1.99 chac.
- CASSE-TÊTE LAPIN** Prix cour.: 1.99 chac.
- LAPIN GONFLABLE** Prix cour.: 2.99 chac.

### POUR L'AUTOMOBILE

- HUILE À MOTEUR «ESSO EXTRA PROTECT»** 10W30. Format: 1L. Prix cour.: 2.10 chac.

### MUSIQUE

- ÉTUI POUR VIDEOCASSETTES** ou 0.72 chac.
- CASSETTES VIDÉO «BRENTWOOD» T-120.** ou 2.22 chac.

### SANTÉ-BEAUTÉ

- SAVONNETTES «IRISH SPRING»** Paquet de 2. Format: 260 g. Prix cour.: 2.18 le paq.
- BROSSES À DENTS «MERIT»** Paquet de 4. Prix cour.: 2/3.00 le paq.
- SHAMPOING «TAME» + REVITALISANT** Format de 450 ml. Prix cour.: 3.21 chac.
- SAVONNETTES DE BEAUTÉ «MERIT»** Paquet de 6. Format: 125 g. Prix cour.: 2.25 le paq.
- ÉDULCORANT HYPOCALORIQUE «SUCARYL»** 100 sachets. Prix cour.: 1.99 chac.
- ÉDULCORANT HYPOCALORIQUE «MERIT»** 100 sachets. Prix cour.: 1.97 ou 1.22 chac.
- BROSSES À CHEVEUX «MERIT»** Prix cour.: 3.99 chac.
- MOUSSE NETTOYANTE «OIL CF LAYS»** Format de 80 ml. Prix cour.: 4.99 chac.
- SERVIETTES HYGIÉNIQUES «MERIT»** Boîte de 26 et 30. Format: maxi. Prix cour.: 5.19 chac.

## Meilleurs achats

- Mouchoirs «Kleenex»** Format de: petites boîtes. Prix cour.: 0.89. ou 0.36 chac. **4/1.44**
- Bas-culottes tailles fortes** 100% nylon. ou 0.86 chac. **4/3.44**
- Sous-vêtements pour garçonnetts et fillettes** Tailles: 4-6x. 50% poly/50% coton. Prix cour.: 5.34. chac. **3.44**
- Patrons «New Look» de Simplicity** Un seul prix. chac. **3.44**
- Chaussettes sport pour fillettes** Pointures: 6-8 1/2. 80% coton / 20% nylon. Prix cour.: 7.99. chac. **3.44**
- Chaussettes sport pour dames** Paquet de 6. Pointures: 9-11. Prix cour.: 8.99. le paq. **4.44**
- Engrais en sac pour pelouse 20-10-5** Sacs de 10 kg. chac. **4.44**
- Hauts ou pantalons molletonnés pour filles** 50% coton/50% poly. Prix cour.: 7.99. chac. **3.44**
- Hauts à col cheminée en jersey** 100% coton, manches longues. Prix cour.: 9.99. chac. **5.44**
- Sacs à mains «Calego» avec empiècements** En cuir noir sur brun. Prix cour.: 10.70. chac. **6.44**
- Boisson «Sweetripe»** Paquet de 3. Saveurs variées. Ou 0.72 Chac. **2/1.44**
- Lapin de chocolat 1 lb/454 g** Plein. Prix cour.: 1.81. chac. **1.44**
- Papier hygiénique «Doucelle»** Paquet de 24 rouleaux. Limite de 2 par client. le paq. **6.44**
- Plantes tropicales 10 po** Choix de variété. chac. **12.44**

### QUINCAILLERIE

- AMPOULES «WOOLCREST»** Paquet de 4. **2/2.44** ou 1.22 chac.
- BOÎTES À OUTILS EN PLASTIQUE** Prix cour.: 17.5 L. Prix cour.: 10.69. chac. **8.44**
- TERREAU TOUT USAGE «Pro-Fit»** 4 1/2 po. Votre choix de variétés. Prix cour.: 0.79. chac. **1.44**
- POTS EN PLASTIQUE** Choix de variétés. Prix cour.: 0.79. chac. **1.44**
- SACHETS DE GRAINES DE SEMENCES** pour fleurs et légumes. Prix cour.: 0.79. chac. **9/2.44**
- PLANTES TROPICALES** 4 1/2 po. Votre choix de variétés. Prix cour.: 1.22 chac. **2/2.44**
- CACHE-POTS EN PLASTIQUE** Dimensions: 12 po. chac. **2.44**
- FERTILISANT 20-20-20** pour plantes. Format de: 250 g. chac. **2.44**
- Pots en plastique «Pro-Fit»** Dimensions: 10 po. chac. **4.44**
- TUYAU D'ARROSE** Dimensions: 50 pi. chac. **5.44**

### DIVERS

- NOURRITURE «TENDER VITTLES»** pour chats. Format: 500 g. chac. **1.44**
- LITIÈRE POUR CHATS** Sacs de 4.5 kg. chac. **1.44**
- NOURRITURE «DOG CHOW»** pour chiens. Sacs de: 8 kg. chac. **9.44**

### ALIMENTS

- THE ORANGE PEKOE** «Suprême ou Royalty». Paquets de 72 sachets. le paq. **1.44**
- CREVETTES COCKTAIL OU À SALADE** Format de: 113 g. chac. **1.44**
- BISCUITS GAUFRETTES** à la crème «Colonial». Sacs de: 450 g. chac. **1.44**
- BISCUITS GLACÉS «AMBASSADOR»** Saveurs variées. Paquet de 6. le paq. **1.44**
- MACARONS À LA NOIX DE COCO.** Format: 375 g. Paquet de 10. Nature ou chocolat. chac. **1.44**
- CONFITURES DE FRUITS.** Saveurs variées. Format de: 700 ml. chac. **2/2.44** ou 1.22 chac.
- TARTES FRAÎCHES «BEAUJOUR»** Format de: 652 g. Saveurs variées. ou 1.72 chac. **2/3.44**

### FRIANDISES

- POULES EN CHOCOLAT** Format: 160 g. Prix cour.: 3.20. chac. **2.44**
- BONBONS «KERR»** Sacs de: 800 g. chac. **2.44**

### LITERIE

- DENTELLES DÉCORATIVES** Prix cour.: 4/1.07. ou 0.18 chac. **8/1.44**
- FIL DE POLYESTER** Prix cour.: 3/0.99. ou 0.24 chac. **6/1.44**
- FIL À SURJETER** 100% polyester. Choix de 12 couleurs. Prix cour.: 2.13. chac. **1.44**

### LITERIE

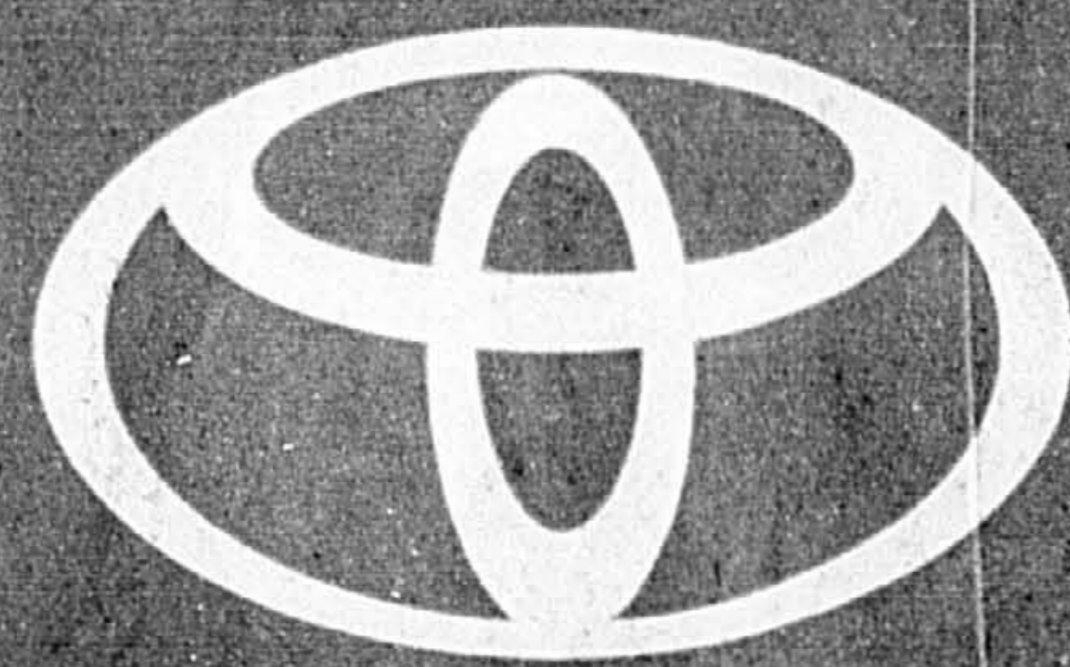
- FIL À TRICOTER «PHENEX»** Idéal pour pantoufles. Prix cour.: 1.44
- VARIÉTÉ DE TISSU COTON/POLYESTER** 90 cm. de largeur. Motifs et couleurs variés. le mètre: **1.44**
- CISEAUX AVEC LAMES EN ACIER INOXYDABLE** 8 1/2 po. chac. **1.44**
- BALLES DE NYLON JERSEY** Prix cour.: 2.29 ou 1.72 chac. **2/3.44**
- MOUSSE DÉCHOUQUETÉE DE POLY.** Format: 1 lb. Prix cour.: 2.99 ou 1.72 chac. **2/3.44**
- SERVIETTES DE BAIN** Prix cour.: 5.00. chac. **3.44**
- COUVRE-OREILLERS 100% COTON** Prix cour.: 8.99. chac. **5.44**
- DOUBLURES DE RIDEAUX DE DOUCHE** 100% vinyle. Prix cour.: 5.99. ou 3.22 chac. **2/6.44**
- TAPIS EN NYLON POLYPROPYLENE** Lavable à la machine. Prix cour.: 13.90. chac. **9.44**

### ARTICLES MENAGERS

- SACS À ORDURES POUR LA CUISINE** Dimensions: 20 x 22 po. Paquet de 15. Prix cour.: 1.39. ou 0.48 chac. **3/1.44**
- VARIÉTÉ D'ARTICLES POUR LA CUISINE** ou 0.72 chac. **2/1.44**
- SÉLECTION DE COUTEAUX DE CUISINE** chac. **1.44**
- SACS À ORDURES POUR L'EXTÉRIEUR** Dimensions: 26 x 36 po. Paq.: 18. Prix cour.: 2.59. ou 1.22 chac. **2/2.44**
- VARIÉTÉ DE NAPPERONS** ou 0.61 chac. **4/2.44**
- PAPIER D'ALUMINIUM** Dimensions: 12 po x 25 pi. ou 0.81 chac. **3/2.44**
- PROTÈGES-BRÛLEURS** Format: petits et grands. ou 1.22 chac. **2/2.44**
- PRODUITS 24/24 POUR CUVETTES.** ou 0.61 chac. **3/2.44**
- DÉODORANT «WIZZARD» POUR LES TAPIS** Format de: 400 g. chac. **2.44**
- ÉPINGLES À LINGE EN BOIS** Paquet de 50. ou 1.22 chac. **2/2.44**
- CINTRES** Couleurs variées. Paquet de 10. Prix cour.: 2.13. ou 1.72 chac. **2/3.44**
- NAPPES EN VINYLE.** chac. **3.44**
- VARIÉTÉ D'ARTICLES EN VERRE** ou 1.72 chac. **2/3.44**
- ASSIETTES À TARTES 9 PO.** ou 1.72 chac. **2/3.44**
- PLATS «MARINEX»/BROC OCTIME** chac. **3.44**
- PLATS «FIRE KING»** + tasse à mesurer 4 tasses. chac. **4.44**
- BOUTEILLES DE LAIT DÉCORATIVES.** ou 2.72 chac. **2/5.44**
- HOUSSE DE TABLE À REPASSER.** Prix cour.: 4.27. ou 2.72 chac. **2/5.44**
- RÉCURANT EN POUDRE «OLD DUTCH»** 400 + 100 g. ou 0.72 chac. **2/1.44**

# ACHATS SUPER SPÉCIAUX

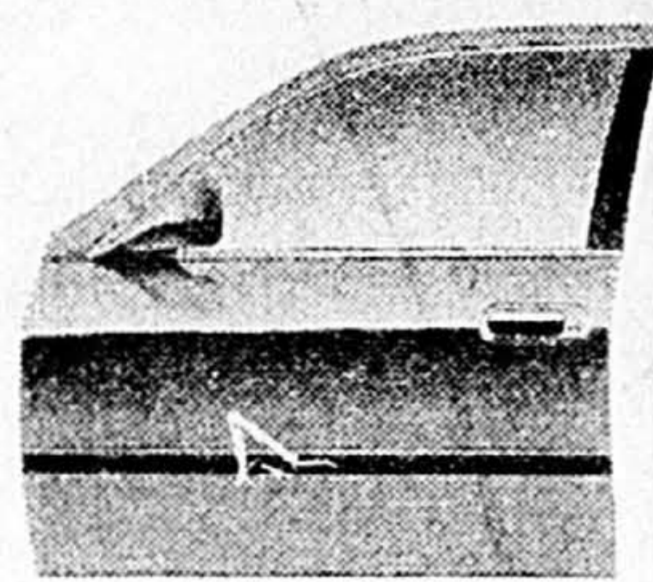
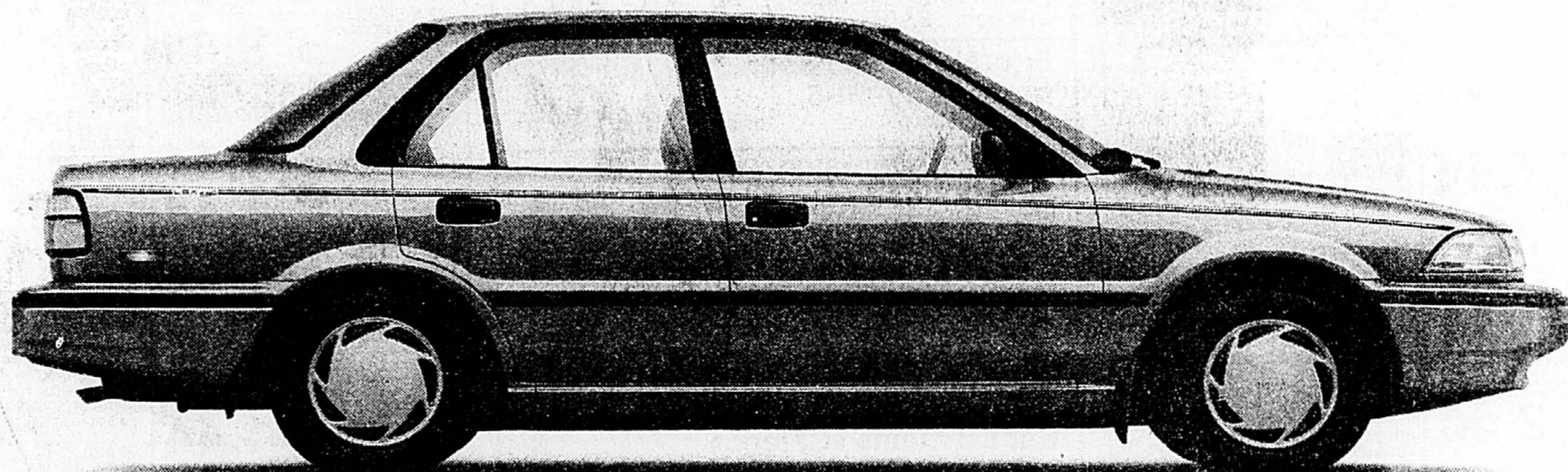
<b>TERRE NOIRE OU À JARDIN</b> Sac de: 30 L. chac. <b>1.54</b>	<b>PRODUIT «PINE SOL»</b> Format de: 800 ml. chac. <b>2.94</b>	<b>PRODUIT «EASY OFF» POUR LE FOUR</b> Format de: 400 g. chac. <b>2.44</b>	<b>EAU DE JAVEL «LA PARISIENNE»</b> Format de: 3.6 L. Limite de 3 par client. chac. <b>0.94</b>	<b>ASSOULISSEUR «SWEETHEART»</b> Format de: 3.6 L. Limite de 3 par client. chac. <b>1.54</b>	<b>DÉTERSIF LIQUIDE POUR LA VAISSELLE.</b> Format de 680 ml. Paquet de 2. le paq. <b>1.94</b>
<b>DÉTERSIF POUR LAVE-VAISSELLE</b> Format de: 1.4 kg. chac. <b>2.44</b>	<b>DÉTÉRGENT POUR LA LESSIVE</b> chac. <b>3.44</b>	<b>TAMPONS «JETS»</b> Paquet de 12. chac. <b>0.94</b>	<b>ESSOREUSE À SALADE</b> chac. <b>4.44</b>	<b>ESSUIE-TOUT «DOUCELLE»</b> Paquet de 8 rouleaux. Limite de 2 par client. le paq. <b>5.44</b>	<b>SERVIETTE DE TABLE «SCOTT»</b> Paquet de 180. ou 1.22 chac. <b>2/2.44</b>
<b>MENU DU CAFÉ ROUGE</b>	<b>BISCUITS «ORÉO» CHRISTIE</b> Sac de: 600 g. chac. <b>2.94</b>	<b>LAVE-GLACE «-35°»</b> Format de: 4 L. Prix cour.: 1.39. chac. <b>0.94</b>	<b>CROUSTILLES «YUM-YUM»</b> Sac de 400 g. chac. <b>1.74</b>	<b>CAFÉ INSTANTANÉ «Suprême ou Pride of the World»</b> Format de: 200 g. chac. <b>1.94</b>	<b>ALIMENTS PRÊTS À EMPORTER</b>
<b>DÉJEUNER:</b> Muffin anglais, œuf, bacon, et fromage. Boisson non incluse. chac. <b>0.94</b>	<b>BISCUITS «COLONIAL»</b> en vrac. Sac de 454 g/1 lb. chac. <b>1.54</b>	<b>GÂTEAUX «CHEVALIER»</b> Paquet de 6. Saveurs variées. le paq. <b>2.14</b>	<b>PIZZAS 9 PO</b> Toutes garnies. ou 1.77 chac. <b>2/3.54</b>	<b>DENTIFRICE «CREST»</b> Format de: 100 ml. Prix cour.: 1.89. chac. <b>0.94</b>	<b>ALIMENTS PRÊTS À EMPORTER</b> Jambon cuit «La Belle Fermière» Paquet de: 454 g/1 lb. le paq. <b>1.94</b>
<b>DÎNER:</b> Sandwich chaud au rosbif, servi avec légumes et frites. Boisson non incluse. Prix cour.: 4.27. chac. <b>1.94</b>	<b>BAIN DE MER «MERIT»</b> Format de: 900 ml. chac. <b>0.94</b>	<b>RASOIRS JETABLES «BIC»</b> Paquet de: 10. Prix cour.: 1.99. le paq. <b>1.44</b>	<b>PANTOUFLES POUR DAMES</b> Pointures: 5-9. Couleurs variées. Prix cour.: 4.27. la paire. <b>3.44</b>	<b>SOUS-VÊTEMENTS «SPALDING»</b> pour hommes. 100% coton. Prix cour.: 3.99. ou 2.72 chac. <b>2/5.44</b>	<b>VIANDE PASTRAMI «COORSH»</b> Paquet de: 454 g/1 lb. le paq. <b>3.44</b>



# TOYOTA

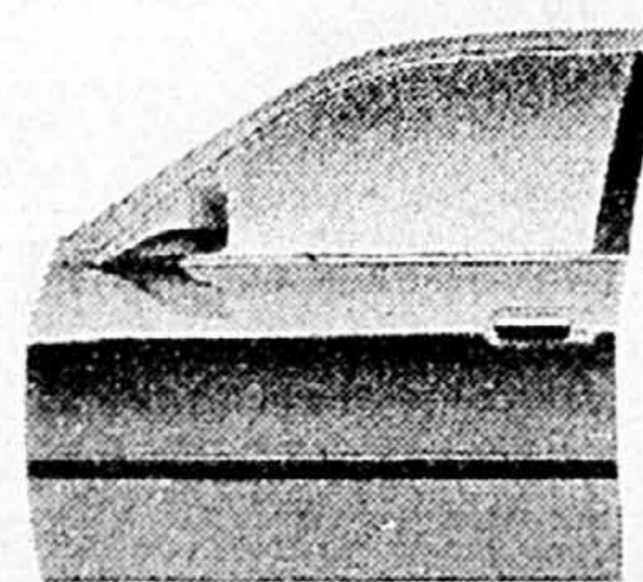
# FAITES VOTRE AUBAINE!

Pleins feux sur le plus grand de tous les événements Toyota!  
Plus de 25 000 voitures et camionnettes flambant neuves! Des primes extraordinaires transmises par le fabricant aux concessionnaires! Obtenez tous les détails chez votre concessionnaire participant dès aujourd'hui et faites votre aubaine sur :



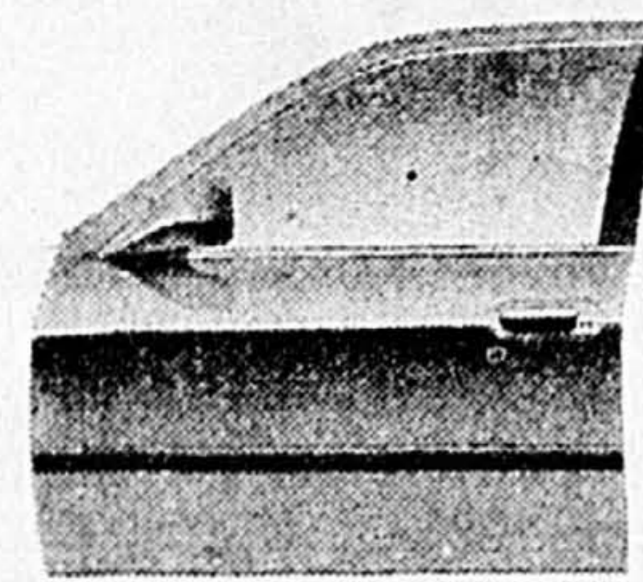
## LA NOUVELLE COROLLA LSX *Select*

*Plus de 2 100 \$ de valeur ajoutée\*, incluant le climatiseur!  
Les quantités sont limitées!*



## ET POUR TOUS LES AUTRES MODÈLES...

*...des économies pouvant atteindre 1 500 \$ sur de superbes options Toyota!\*\**



*Ou... d'importantes économies sur la Protection mécanique Extra-Attentive de 6 ans!*

Faites vite! Toute offre aussi spectaculaire doit avoir une fin!  
Rendez-vous chez votre concessionnaire Toyota aujourd'hui même et...

# FAITES VOTRE AUBAINE!

\*Selon l'évaluation du fabricant.

\*\*Des économies de 400 \$ à 1 500 \$ selon le modèle. Offre d'une durée limitée.